

ANNONCE

La SARL **DK News** vous informe que nous basculons notre adresse mail et site de « .com » à « .dz »
Veuillez trouver ci-joint la nouvelle adresse et le nouveau mail : **Site: www.dknews.dz / e-mail: contact@dknews.dz**
Pour plus d'information veuillez nous contacter au numéro : (00213) 28.05.33.32 / 028.05.31.61

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 24 novembre 2025 / 3 jumada al thani 1447 - N° 3963 - 13^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Le défunt CHERRHAL ABDELMADJID "ANTAR"

www.dknews.dz

e-mail: contact@dknews.dz

RÉVISION ÉLECTORALE 2025

ANIE : Une étape clé vers un cadre juridique modernisé et une gouvernance plus transparente

P. 24

AHMED ATTAF AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX

L'Algérie défend au G20 une vision renouvelée du multilatéralisme, de la transition énergétique et de la justice internationale

P. 24

CE MATIN À 10H00

Mr ABDELKRIM ABIDAT, Président de l'ONSJ sera l'invité du Forum DK News

P. 2

SOMMET DU G20

Le président de la République appelle à fédérer les efforts pour relever les défis politiques et économiques dans le monde

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, samedi, à fédérer les efforts pour relever les défis politiques et économiques qui menacent la cohésion mondiale, en misant sur des idées novatrices et des initiatives ciblées et inclusives. Dans une allocution prononcée en son nom par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, au Sommet du G20 qui se tient à Johannesburg sous le thème "Solidarité, égalité et durabilité", le président de la République a indiqué que cette réunion intervenait dans "une conjoncture marquée par des défis politiques et économiques mondiaux d'une extrême complexité, dont la persistance pourrait affecter la cohésion mondiale, avec des répercussions directes et indirectes sur tous les pays, quels que soient leurs niveaux de développement", soulignant la nécessité de "fédérer les efforts pour relever ces défis, en misant sur des idées novatrices et des initiatives ciblées et inclusives". P. 3



DIALOGUE RENFORCÉ SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La ministre du Commerce reçoit le président de l'APOCE

P. 6

BDL

Plus de 7 millions d'opérations de paiement électronique enregistrées depuis début 2025

P. 7

ALGER

Vers une nouvelle vision nationale des politiques du médicament

P. 4

SANTÉ

OBÉSITÉ

Une protéine favoriserait la perte de poids

Pp 12-13

FOOTBALL

COUPE ARABE FIFA-2025

Bougherra retient 23 joueurs pour le rendez-vous de Doha

P. 22



TLEMCCEN

22 pays au 15^e Festival international de la miniature et de l'enluminure prévu du 26 au 30 novembre

P. 16

ALGER

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale démantèle une dangereuse filière de falsification de denrées alimentaires

P. 8

CE MATIN À 10H00

Mr ABDELKRIM ABIDAT,
Président de l'ONSJ sera
l'invité du Forum DK News

Monsieur ABDELKRIM ABIDAT, Président de l'Organisation Nationale de Sauvegarde de la Jeunesse (ONSJ), sera l'invité du forum de DK NEWS, ce matin à 10h00. Au cours de cette rencontre, il abordera le thème « Drogue et société », en collaboration avec les services de sécurité : la Gendarmerie Nationale, la DGSN et la Protection Civile.

La rencontre se tiendra au Centre de Presse CHERBAL ABDELMAJID, au siège du journal DK NEWS, situé, 03 rue du Djurdjura, Ben Aknoun.

MOSTAGANEM

Protection civile : Une
collision routière fait un
mort et plusieurs blessés

Un grave accident de la circulation survenu vendredi dernier dans la wilaya de Mostaganem a coûté la vie à une femme âgée de 35 ans et causé des blessures à sept autres personnes, selon un communiqué de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit sur la double voie RN60 A, reliant la région de Yanarou à Mostaganem, lorsqu'une collision entre deux véhicules a entraîné le renversement de l'un d'eux. Les unités d'intervention d'Oued El Kheir, appuyées par celles d'Aïn Tedles et l'unité principale, se sont rapidement rendues sur place pour prendre en charge les victimes. Les blessés, dont les âges s'échelonnent de un an à 81 ans, ont été évacués vers le service des urgences du Centre hospitalo-universitaire de Mostaganem.

La dépouille de la victime décédée a été transférée à la morgue du même établissement.

Les services de sécurité compétents ont ouvert une enquête afin de déterminer les circonstances exactes de cet accident, alors que les autorités locales rappellent l'importance du respect des règles de circulation pour prévenir ce type de drames.

R.L

TIZI OUZOU

Arrestation d'un trafiquant
en possession de
500 grammes de kif traité
et d'armes blanches

Les services de la sûreté de wilaya de Tizi-Ouzou ont mené une opération réussie ayant permis l'arrestation d'un individu en possession d'une quantité importante de kif traité, soit 500 grammes, ainsi que d'armes blanches et d'une somme d'argent considérable estimée à 271 millions de centimes en monnaie nationale, fruits présumés de son activité de trafic de stupéfiants.

L'information a été rendue publique dans un communiqué officiel diffusé par la sûreté de wilaya.

Le suspect a été appréhendé dans le cadre des efforts continus des forces de l'ordre visant à lutter contre le trafic de drogues dans la région de Tizi-Ouzou.

Selon les autorités, l'individu faisait partie d'un réseau local spécialisé dans le commerce illégitime de substances psychotropes.

Sa détention intervient après des investigations minutieuses, au terme desquelles les forces de sécurité ont pu établir son implication directe dans ce trafic et procéder à la saisie des biens incriminés. La découverte d'armes blanches à son domicile ou lors de sa perquisition souligne le danger potentiel que représentait cet individu pour la sécurité publique. Le cumul de stupéfiants et d'armes a conduit les enquêteurs à le placer en détention préventive, conformément aux procédures judiciaires, et à le présenter devant le parquet de Tizi-Ouzou pour instruction.

Les autorités locales ont souligné que cette arrestation s'inscrit dans une politique stricte de répression contre le trafic de drogues et la criminalité organisée, afin de préserver la sécurité des citoyens et de protéger la jeunesse des risques liés à l'usage de stupéfiants.

R.L

BOUIRA

La Gendarmerie nationale
démantèle trois réseaux
criminels et saisit
d'importantes quantités
de drogues et de substances
psychotropes

Dans une opération sécuritaire d'envergure illustrant le renforcement constant de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les unités de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Bouira ont récemment mené une intervention coordonnée qui s'est soldée par le démantèlement de trois (3) réseaux criminels spécialisés dans le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes. Cette action minutieusement préparée, orchestrée par la Brigade des recherches de Bouira et la Brigade de sécurité et d'investigation de Lakhdaria, a permis l'arrestation de douze (12) individus soupçonnés de faire partie d'une organisation criminelle structurée. Les investigations menées par les services de la Gendarmerie ont débuté après la réception de renseignements faisant état d'activités suspectes liées à la vente et à la distribution de drogues dans plusieurs localités de la wilaya.

Sur la base de ces informations, un dispositif sécuritaire rigoureux a été déployé, alliant surveillance ciblée, exploitation du renseignement et intervention rapide des unités opérationnelles. Les perquisitions effectuées ont permis la saisie de quantités importantes de produits illicites.

Les forces de l'ordre ont ainsi récupéré cinq plaquettes de résine de cannabis pesant au total 511 grammes, ainsi que 2 320 comprimés de type « Prégabaline » 300 mg, une substance psychotrope dont le trafic représente un risque majeur pour la santé et la sécurité publiques.

Deux véhicules utilisés par les suspects pour le transport et la distribution des produits ont également été saisis, privant ainsi les réseaux criminels de leurs moyens logistiques essentiels.

Les douze individus interpellés sont poursuivis pour constitution d'association de malfaiteurs, détention et trafic de stupéfiants dans un cadre organisé et commercialisation illégale de substances psychotropes. À l'issue de l'enquête, ils seront présentés devant les autorités judiciaires compétentes pour répondre de leurs actes. Cette opération illustre l'engagement constant de la Gendarmerie nationale à protéger les citoyens et à maintenir la sécurité publique. En neutralisant plusieurs filières de trafic, les forces de l'ordre ont non seulement privé les réseaux criminels de leurs ressources financières et logistiques, mais elles ont également renforcé la prévention contre la prolifération des stupéfiants dans la région. La Gendarmerie nationale réaffirme, à travers cette action réussie, sa détermination à poursuivre sans relâche ses efforts pour lutter contre le crime organisé et les trafics illicites, dans le cadre de la stratégie nationale visant à assurer la sécurité, la stabilité et la protection des citoyens.

R.L

CHLEF

Opérations policières massives
à Oum Drou' pour endiguer
la criminalité locale

La localité d'Oum Drou' a été le théâtre, depuis le début du mois, d'une série d'opérations de ratissage d'une ampleur exceptionnelle, menées par les services de police de la sûreté de wilaya. Ces interventions, soigneusement préparées et exécutées sur des points sensibles identifiés comme zones de forte activité illicite, s'inscrivent dans une stratégie globale de lutte contre la criminalité et de sécurisation de l'espace public.

Les forces de police ont intensifié leur présence sur le terrain en multipliant les descentes ciblées, les contrôles et les patrouilles. Selon les informations communiquées par les services de sécurité, ces opérations ont permis l'arrestation de neuf individus impliqués dans des affaires de possession et de trafic de psychotropes ainsi que de drogues dures. Ces interpellations constituent un coup d'arrêt significatif aux réseaux qui exploitent certains quartiers pour développer leurs activités clandestines et mettre en danger la jeunesse locale. Les policiers ont également procédé à la saisie de onze armes blanches prohibées, souvent utilisées pour intimider ou faciliter des actes criminels. Cette action souligne l'importance de mener des campagnes régulières de sécurisation afin de réduire les risques d'agression et de violence urbaine. Parallèlement, deux personnes faisant l'objet de mandats d'arrêt ont été arrêtées, renforçant le bilan déjà conséquent de l'opération. Les enquêtes ont aussi permis l'interpellation de cinquante-quatre individus recherchés ou poursuivis dans le cadre de décisions judiciaires non exécutées. Cette action massive montre la détermination des autorités locales à assainir l'environnement sécuritaire, à restaurer la confiance des citoyens et à réduire les poches d'insécurité.

En coordination avec le parquet près le tribunal de Chlef, les dossiers pénaux afférents aux différentes affaires ont été établis avec rigueur.

Les mis en cause ont été présentés devant les juridictions compétentes pour l'engagement des poursuites judiciaires nécessaires.

Les services de police ont, à cette occasion, réitéré leur engagement à poursuivre ces opérations afin de prévenir les dérives criminelles, assurer la tranquillité publique et répondre aux attentes des habitants d'Oum Drou' et de l'ensemble de la wilaya de Chlef.

R.L

Horaire des prières



Fajr : 06h02

Dohr : 12h34

Asr : 15h15

Maghreb : 17h35

Isha : 19h00

MÉTÉO

Alger	: 19°	06°
Oran	: 21°	08°
Annaba	: 18°	04°
Béjaïa	: 19°	08°
Tamanrasset	: 27°	18°

ÉDITORIAL DK NEWS DU JOUR

La Vision Présidentielle
pour une Algérie
du Savoir et du
Développement

Dans un contexte mondial dominé par la compétition technologique, l'innovation et l'économie du savoir, l'Algérie s'engage résolument dans une dynamique de transformation profonde.

Au centre de cette orientation stratégique, la jeunesse apparaît comme l'élément décisif autour duquel s'articule l'action de l'État.

En réaffirmant sa vision d'un pays tourné vers la connaissance, la compétence et l'excellence, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, met en lumière un cap clair : bâtir une Algérie capable de rivaliser, de créer et de se développer grâce à son potentiel humain.

Depuis plusieurs années, le Chef de l'État insiste avec constance sur cette conviction : l'avenir du pays se construira avec ses jeunes, par leurs idées, leurs talents et leur engagement.

Il ne s'agit pas seulement de leur offrir des opportunités, mais de leur donner les moyens réels d'agir, d'innover et d'occuper pleinement leur place dans la construction nationale.

Cette approche marque une rupture avec les modèles traditionnels et s'aligne sur les exigences d'un monde où les nations fortes sont celles qui investissent dans la formation, la science et la créativité.

Au cœur de cette vision, le savoir constitue le pilier fondamental.

Le renforcement de l'éducation, la modernisation de la formation professionnelle, la valorisation des sciences et des technologies, ainsi que la promotion de l'entrepreneuriat, sont autant d'axes stratégiques visant à offrir aux jeunes Algériens un environnement propice à l'initiative et à l'excellence.

Le président Tebboune rappelle régulièrement que sans un système éducatif solide et sans une culture de l'effort durable, aucun développement ne peut être envisagé de manière crédible. L'Algérie dispose d'un atout puissant : une jeunesse nombreuse, dynamique et profondément attachée à son pays.

L'État s'emploie à encourager cette force vive à travers le soutien aux startups, la digitalisation des services, l'émergence de projets innovants et la création d'espaces favorables au travail, à la recherche et à la création de valeur. Cette politique traduit une nouvelle manière de concevoir le développement : non plus comme une simple série de programmes sectoriels, mais comme un mouvement global qui place l'être humain, et plus précisément le jeune citoyen, au cœur de la démarche.

Néanmoins, cette ambition ne peut se concrétiser sans une implication collective.

Les institutions, l'université, la société civile et les collectivités locales doivent jouer un rôle actif pour soutenir l'élan national.

La vision présidentielle fixe la direction, mais la réussite dépend de la capacité du pays à mobiliser l'ensemble de ses forces pour accompagner les nouvelles générations.

En réaffirmant une stratégie fondée sur la connaissance et le développement, le président Tebboune rappelle que la jeunesse n'est pas un enjeu parmi d'autres : elle est la clé de voûte de l'Algérie de demain.

En plaçant au centre du projet national, l'État confirme sa volonté d'édifier une nation moderne, souveraine et ambitieuse, capable de s'inscrire durablement dans l'économie mondiale et de protéger ses acquis tout en préparant l'avenir.

RÉDACTION

SOMMET DU G20

Le président de la République appelle à fédérer les efforts pour relever les défis politiques et économiques dans le monde

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appelé, samedi, à fédérer les efforts pour relever les défis politiques et économiques qui menacent la cohésion mondiale, en misant sur des idées novatrices et des initiatives ciblées et inclusives.

Dans une allocution prononcée en son nom par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, au Sommet du G20 qui se tient à Johannesburg sous le thème "Solidarité, égalité et durabilité", le président de la République a indiqué que cette réunion intervenait dans "une conjoncture marquée par des défis politiques et économiques mondiaux d'une extrême complexité, dont la persistance pourrait affecter la cohésion mondiale, avec des répercussions directes et indirectes sur tous les pays, quels que soient leurs niveaux de développement", soulignant la nécessité de "fédérer les efforts pour relever ces défis, en misant sur des idées novatrices et des initiatives ciblées et inclusives".

"La pauvreté, le chômage, l'inégalité et les disparités en matière de développement et de richesses dans plusieurs pays, notamment dans le continent africain, associés aux crises chroniques dues au changement climatique et à la pénurie d'énergie, aux questions liées à la sécurité alimentaire et aux niveaux inédits d'endettement des pays à faible revenu, sont des questions dignes d'intérêt, car il s'agit de risques qui menacent la communauté internationale et nous imposent de poursuivre la réflexion autour de plans et d'initiatives internationales fondées sur la solidarité, afin d'aboutir à des résultats concrets qui répondent aux aspirations de nos peuples, notamment ceux des pays les plus pauvres qui attendent notre aide", a précisé le président de la République.

"Malgré les efforts consentis et les résultats obtenus grâce au travail acharné et assidu des Nations Unies, le chemin est encore long pour atteindre les objectifs de développement auxquels aspirent les peuples de la planète, notamment les pays pauvres et les moins avancés", a-t-il ajouté.

Le président de la République a rappelé qu'à 5 ans de 2030, "le délai fixé par les Nations Unies pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), ces derniers demeurent dans l'ensemble lointains, sachant que seulement 12% des ODD sont en cours de réalisation, tandis que la moitié est confrontée à d'énormes difficultés et nécessite une plus grande mobilisation".

Il a, à ce titre, salué "les priorités retenues par l'Afrique du Sud, en sa qualité de président en exercice du G20, pour trouver des solutions concrètes et réalistes aux défis auxquels nos pays sont confrontés aujourd'hui et pouvoir, ainsi, amorcer une nouvelle ère caractérisée par le partage de la croissance et du développement entre l'ensemble des pays, notamment les plus pauvres et ceux confrontés aux problèmes de sécheresse et de désertification en Afrique".

Le président de la République a indiqué que le G20 "constitue une locomotive pour les transformations mondiales globales". "Nous sommes honorés que le Président Cyril Ramaphosa soit la voix retentissante du continent africain en faveur de la mobilisation des ressources nécessaires et du travail conjoint avec les partenaires du G20 pour accorder une attention particulière à notre continent", a-t-il dit.

"Nous estimons que la hausse des taux de développement dans les pays africains est étroitement liée à la stabilité, à la paix et au développement, et qu'elle va de pair avec la baisse de l'émigration vers



les pays économiquement avancés et la recherche de solutions aux conflits au sein du continent africain, dont les causes trouvent souvent leur origine dans la pauvreté et la marginalisation", a-t-il soutenu.

Evokant les Objectifs de développement durable des Nations Unies, le président de la République a affirmé que l'Algérie a "réalisé des progrès notables dans la mise en œuvre des objectifs convenus et n'a eu de cesse d'apporter son soutien aux pays du Sahel africain, dans le cadre de la coordination régionale et internationale et par le biais de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, à travers des projets de développement auxquels mon pays a alloué un budget conséquent".

Abordant les priorités inscrites à l'ordre du jour de la réunion, le président de la République a précisé que l'Algérie "joint sa voix à celle de l'Afrique du Sud qui a plaidé pour la prise en charge de toute urgence de la question de la dette et du service de la dette pesant sur les pays en développement et les pays les plus pauvres, à travers une approche prévoyant l'effacement partiel de cette dette ou sa conversion en investissements directs et rentables dans ces pays".

"Soucieux de contribuer à trouver des solutions à cette problématique, mon pays a pris l'initiative d'effacer les dettes de 18 pays africains afin d'alléger le fardeau de l'endettement pesant sur ces pays frères", a-t-il poursuivi.

Il a expliqué, à cet égard, que "la problématique de la dette ne se limite pas uniquement à son volume, mais sa complexité réside dans les aspects techniques liés aux politiques d'évaluation des risques par les organismes financiers internationaux, ce qui rend les services de la dette excessivement élevés et accablants pour les économies de ces pays".

"Conscients des complexités techniques de la question de l'évaluation des risques, nous appelons à des réformes profondes à même de trouver une issue pour les pays qui ploient sous le poids des dettes souveraines", a-t-il ajouté.

"L'Algérie saisit cette opportunité pour joindre sa voix à celles des pays plaçant pour la réforme des organisations financières internationales, dans le cadre d'une approche de bonne gouvernance économique et financière, à travers la révision des mécanismes décisionnels, afin de garantir une repré-

sentation juste, équitable et transparente des pays en développement et du continent africain au sein des instances dirigeantes de ces institutions, en tenant compte du poids démographique et économique croissant de ces pays", a poursuivi le président de la République.

Et de souligner que "cette revendication, présente à l'ordre du jour de toutes les réunions et fora mondiaux, mérite aujourd'hui que nous franchissions des pas audacieux afin de la concrétiser sur le terrain".

Dans le domaine des énergies renouvelables, l'Algérie "n'a eu de cesse de plaider pour la mobilisation des financements internationaux et des ressources pour soutenir les efforts mondiaux visant à permettre aux pays en développement et aux pays les plus pauvres d'accéder aux moyens et technologies aidant à la transition vers l'utilisation de l'énergie verte", a dit le président de la République, appelant à "la concrétisation de partenariats bilatéraux et internationaux entre les pays membres du G20 et les pays partenaires ayant pour objet la transition énergétique, car, ensemble, nous pouvons réaliser un bond historique dans ce domaine".

Il a également mis en avant l'appui de l'Algérie à "toutes les initiatives visant à augmenter le volume des financements destinés à la prévention des risques majeurs et à la réponse rapide aux catastrophes".

"L'expérience nous a appris qu'aucun pays au monde n'est à l'abri de l'éventualité d'une catastrophe sur son territoire, ce qui nécessite une réponse nationale et internationale rapide pour prendre en charge les personnes impactées", a indiqué le président de la République, soulignant que "les institutions financières et les banques internationales sont appelées à réfléchir à un mécanisme de financement spécial pour la réponse rapide aux catastrophes, qui serait activé à la demande d'un pays affecté".

L'Algérie "se félicite de l'adhésion de l'Union africaine au G20", a rappelé le président de la République, se disant convaincu que cette adhésion "contribuera à la défense des intérêts du continent africain dans les fora internationaux et permettra au monde et aux pays les plus avancés de prendre connaissance de la vision de l'Afrique concernant les questions économiques internationales, notamment celles relatives au financement du développement,

à l'accès aux marchés mondiaux et aux transferts technologiques".

Il a estimé que "le partenariat gagnant-gagnant entre les deux parties, l'Afrique et le G20, trouvera sa place naturelle au sein de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui revêt pour les pays africains une importance particulière pour le développement de l'intégration et de la coopération régionales et la promotion d'une croissance inclusive et durable du continent".

Il a, par ailleurs, fait savoir que l'Algérie se joint aux "revendications internationales appelant à la nécessité de lutter contre les flux financiers illicites à partir du continent africain et d'assurer une exploitation équitable des ressources minérales pour le développement des pays africains, étant donné que ces ressources se trouvent sur des terres africaines et reviennent naturellement aux Africains".

A cette occasion, le président de la République est revenu sur les atrocités commises contre les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie, "dont le monde a été témoin pendant deux années consécutives", et qui "ne peuvent être qualifiées que de génocide méthodique contre le peuple palestinien, devant lequel l'humanité est restée impuissante, tout comme elle l'a été face aux crimes commis contre des civils innocents", a-t-il dit, ajoutant que "les nombreuses réunions du Conseil de sécurité et les condamnations internationales n'ont pas pu arrêter cette destruction et ces massacres horribles pendant deux années de famine et de carnage".

"Aujourd'hui, alors que nous entrevoions une lueur d'espoir pour un avenir meilleur pour le peuple palestinien, permettez-moi de saluer les rôles majeurs joués par le Secrétaire général des Nations Unies et les pays épris de paix pour mettre un terme au génocide dans la bande de Gaza", a dit le président de la République, remerciant tout particulièrement le président américain, M. Donald Trump, l'Emir de l'Etat du Qatar, Cheikh Tamim Ben Hamad Al Thani, le président égyptien, M. Abdel Fattah Al-Sissi, et le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, pour "les efforts soutenus qu'ils ont déployés et qui ont permis de mettre fin à ce sinistre génocide contre le peuple palestinien".

Et d'affirmer que "l'immense destruction dans la bande de Gaza nécessite la mobilisation de ressources au niveau international afin de reconstruire ce que la guerre a détruit et de redonner espoir au peuple palestinien meurtri".

Après avoir relevé avec amertume que "la persécution subie par le peuple palestinien est un fait rare dans l'histoire de l'humanité", le président de la République a souhaité que "les pays du G20 soient les premiers à lancer une mobilisation générale pour construire un avenir meilleur pour le peuple palestinien", soulignant que l'Algérie "tient à annoncer son adhésion à toute démarche que le G20 pourrait entreprendre à cet effet".

Le président de la République avait, à l'entame de son allocution, remercié le président de la République d'Afrique du Sud, M. Matamela Cyril Ramaphosa, pour son aimable invitation à l'Algérie à participer à ce Sommet en tant que pays invité du G20.

MINISTÈRE DE LA JEUNESSE Un plan national ambitieux pour équiper les établissements en moyens pédagogiques modernes

Dans une dynamique de modernisation et d'amélioration de l'environnement dédié aux jeunes, le ministère de la Jeunesse a dévoilé un plan ambitieux visant à doter les établissements de jeunes à travers le pays d'équipements modernes, adaptés aux nouvelles attentes de la génération montante.

Ce programme, annoncé samedi dans un communiqué officiel, s'inscrit dans le cadre de la rentrée des activités 2025/2026 et reflète la volonté du secteur d'impulser une nouvelle dynamique éducative, culturelle et sportive.

Le ministère explique que ce plan d'équipement permettra aux encadreurs et cadres du secteur d'accompagner efficacement l'évolution des pratiques et des activités inscrites dans la nouvelle nomenclature adoptée en début de saison.

Il s'agit de renforcer l'attractivité des établissements de jeunes à travers l'acquisition de matériels pédagogiques, numériques et techniques répondant aux exigences actuelles.

Pour concrétiser cette ambition, une enveloppe financière qualifiée de « considérable » sera mobilisée dans le cadre du budget 2026.

Ce financement servira à équiper un nombre important de wilayas, notamment celles accusant un retard en matière de dotations matérielles.

Les offices des établissements de jeunes auront la responsabilité d'investir dans les outils nécessaires à la dynamisation des clubs modernes, tels que les clubs numériques, scientifiques, artistiques, entrepreneuriaux ou encore sportifs.

Le ministère met également en avant un programme participatif élaboré en collaboration avec le mouvement associatif des jeunes.

Cette approche vise à encourager la création de nouveaux clubs dans diverses disciplines, tout en accordant une priorité particulière aux wilayas où les ressources locales demeurent limitées.

L'objectif est de garantir l'équité territoriale, d'assurer l'égalité des chances et de permettre à tous les jeunes, où qu'ils se trouvent, d'accéder à des espaces d'expression et d'initiation.

Grâce à cette démarche, plusieurs projets associatifs ont pu être agréés et financés au niveau central, notamment dans les wilayas les moins dotées.

Cette politique contribue à renforcer le tissu associatif, à soutenir les initiatives de la jeunesse et à offrir les conditions nécessaires à une pratique diversifiée et moderne des activités de loisir, de formation et d'épanouissement.

Le communiqué souligne enfin que le ministère s'emploie à répondre à la demande croissante des jeunes, particulièrement dans les régions où le manque de ressources financières entrave le développement des activités.

En dotant ces établissements d'équipements modernes, le secteur entend offrir à la jeunesse des espaces attractifs, adaptés et porteurs d'opportunités, confirmant ainsi la place centrale accordée aux jeunes dans les politiques publiques nationales.

R.N

ALGER

Vers une nouvelle vision nationale des politiques du médicament

Une première table ronde d'envergure consacrée à la refonte des politiques du médicament a été organisée samedi à Alger par l'Algerian Society of Health Policy and Economics (ASHPE), en partenariat avec l'ISPOR Chapter Algérie.

Cette rencontre, tenue à l'Institut Pasteur de Sidi Fredj, réunit des responsables, des experts, des universitaires, des opérateurs économiques et des représentants institutionnels afin d'engager un débat structuré sur la fixation des prix, les mécanismes de remboursement et l'accès équitable aux innovations thérapeutiques.

L'ASHPE lance à cette occasion une initiative scientifique nationale : l'élaboration d'un Position Paper destiné à devenir une référence stratégique dans le domaine pharmaceutique.

Ce document analysera en profondeur le système actuel, identifiera les principaux points de fragilité et proposera des solutions fondées sur les données scientifiques et les meilleures pratiques internationales.

Selon le président de l'ASHPE, le Pr Kamel Mansouri, ce travail s'inscrit dans une démarche globale visant à éclairer les politiques publiques par l'analyse rigoureuse et la concertation.

Lors de l'ouverture des travaux, Pr Mansouri rappelle que cette première table ronde constitue un moment charnière : elle pose les bases d'un processus de consultation structuré, destiné à aboutir à des recommandations solides.

En examinant les procédures actuelles de fixation



des prix, les critères d'éligibilité à la liste commerciale, les mécanismes de remboursement et le fonctionnement des appels d'offres hospitaliers, les participants cherchent à dégager des pistes d'amélioration adaptées au contexte national.

Ce débat intervient dans un moment crucial où les coûts des médicaments ne cessent d'augmenter, tandis que de nouvelles thérapies innovantes émergent à un rythme accéléré.

La collaboration étroite entre l'ASHPE et l'ISPOR Chapter Algérie constitue un apport fondamental.

L'ISPOR, organisation internationale de référence dans l'économie de la santé, offre un cadre méthodologique fondé sur l'analyse de la valeur, l'efficacité, l'impact budgétaire et la décision informée. Selon son

président, le Pr Merzak Ghernaout, cette coopération permettra de renforcer la culture de l'évaluation économique dans les institutions nationales et d'offrir une vision cohérente de ce que pourrait être une politique du médicament moderne, transparente et durable.

Au cours de cette rencontre, trois axes principaux ont été discutés : les mécanismes de fixation des prix, l'éligibilité des médicaments à la commercialisation et les modalités de remboursement et d'approvisionnement.

Chaque intervention a donné lieu à un échange nourri, permettant d'exprimer les préoccupations des experts de terrain, des représentants des institutions publiques et des opérateurs pharmaceutiques. Les

contributions recueillies alimenteront une première version du Position Paper, qui sera approfondie lors des prochaines sessions, dont l'une sera entièrement consacrée aux retours d'expériences internationales.

Cette table ronde illustre la volonté de l'Algérie de repenser ses politiques pharmaceutiques dans un contexte marqué par les défis de la mondialisation, l'évolution rapide des technologies médicales et les contraintes budgétaires.

L'objectif principal demeure d'assurer un accès équitable aux traitements, tout en garantissant la soutenabilité du système de santé.

Une politique du médicament moderne ne peut se limiter à une logique administrative : elle doit être fondée sur la preuve, la concertation, l'analyse fine des besoins et la compréhension des dynamiques scientifiques et économiques mondiales.

À travers cette initiative, l'ASHPE et l'ISPOR Algérie ambitionnent de fournir aux autorités un outil d'aide à la décision qui permettra d'améliorer l'efficacité, la transparence et la cohérence des politiques pharmaceutiques.

Il s'agit d'un premier pas vers une vision stratégique nationale qui place la science, l'innovation et l'intérêt du patient au cœur des réformes.

R.N

L'UNIVERSITÉ D'ALGER 3, LA CULTURE ENTREPRENEURIALE S'AFFIRME Une dynamique nationale pour transformer les idées étudiantes en projets innovants

L'Université d'Alger 3 se prépare à accueillir, mardi prochain, un rendez-vous académique majeur consacré à la promotion de l'esprit entrepreneurial au sein du milieu universitaire.

Organisée au sein de l'Institut d'éducation physique et sportive, la rencontre intitulée « La culture entrepreneuriale universitaire : de l'idée à la concrétisation » réunira des experts, des enseignants-chercheurs, des porteurs de start-up et de nombreux étudiants, dans une démarche qui s'inscrit pleinement dans la dynamique nationale de soutien aux initiatives innovantes.

Portée par la section locale de l'Organisation nationale des étudiants algériens, cette initiative vient en prolongement des activités marquant la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, célébrée récemment dans les différentes universités du pays.

Elle ambitionne de placer l'étudiant au cœur d'un écosystème en pleine mutation, où l'innovation et la création de valeur deviennent des leviers essentiels de compétitivité et de développement.

Cet événement s'inscrit également dans le cadre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui appelle régulièrement à encourager l'innovation et à élargir les espaces d'expression créative destinés

à la jeunesse, particulièrement dans le contexte universitaire. Plus que jamais, l'université est perçue comme un incubateur d'idées nouvelles, un vivier de compétences capables de bâtir les fondements d'une économie nationale diversifiée fondée sur l'intelligence, la créativité et la valeur ajoutée.

Dans ce sens, Islem Ben Sokhria, représentant du bureau universitaire de l'Organisation nationale des étudiants algériens à Alger 3, souligne que « l'objectif de cette initiative est d'accompagner l'étudiant depuis la naissance de l'idée jusqu'à la concrétisation de son projet sur le terrain ».

Selon lui, la valorisation des talents et la libération des énergies créatrices constituent un pilier essentiel dans la formation d'une génération capable de transformer les défis en opportunités.

Les organisateurs nourrissent l'espoir que cette rencontre devienne un véritable point de départ pour ancrer durablement la culture entrepreneuriale dans l'environnement universitaire.

Leur vision est claire : convaincre les étudiants qu'ils ne sont pas de simples récepteurs de savoir, mais des acteurs économiques en devenir, porteurs d'un potentiel d'innovation susceptible d'impacter durablement le paysage na-

tional. Au-delà des communications et interventions programmées, la rencontre offrira un espace d'échanges riche et interactif entre étudiants et spécialistes de l'entrepreneuriat.

Des explications seront fournies concernant les différents dispositifs de financement, les mécanismes d'accompagnement disponibles à travers les structures de l'État ou les incubateurs universitaires, ainsi que les étapes essentielles permettant de transformer une idée prometteuse en un projet entrepreneurial viable et compétitif. Cet événement ouvre ainsi la voie à une réflexion collective sur les enjeux de la création d'entreprise chez les jeunes universitaires, dans un contexte où l'entrepreneuriat s'impose progressivement comme un choix stratégique pour la création de richesse, l'emploi et le renforcement du rôle des compétences émergentes dans l'édification d'une économie innovante et durable.

L'Université d'Alger 3 confirme, à travers cette initiative, sa volonté de soutenir les aspirations de sa jeunesse et de participer activement à la construction d'un avenir où les idées étudiantes deviennent des réalités économiques porteuses d'espoir et de développement.

R.L

RELIZANE

Une réunion exécutive décisive pour relancer les dossiers clés de la wilaya

La wilaya de Relizane a vécu, ces derniers jours, une réunion exécutive d'une rare intensité, présidée par le wali Kamel Berkane, et consacrée à l'examen prioritaire des dossiers qui conditionnent directement le quotidien de la population.

Dans une salle marquée par la présence du président de l'Assemblée populaire de wilaya, du secrétaire général, des chefs de daïras et des présidents d'APC, l'atmosphère était à la fois studieuse et empreinte d'une urgence palpable.

C'est dans ce cadre que plusieurs chantiers structurants ont été passés au crible, à commencer par la préparation de la rentrée scolaire 2025/2026, l'avancement de la campagne de labour et de semis, la situation du logement, le raccordement au gaz naturel et l'épineuse question de la propreté urbaine.

Le secteur de l'éducation, véritable baromètre social dans la région, a dominé les discussions.

Le directeur de l'éducation a exposé un rapport exhaustif détaillant l'état d'avancement des travaux engagés dans les établissements programmés pour la prochaine rentrée.

Si plusieurs chantiers connaissent un rythme satisfaisant, d'autres infrastructures accusent encore du retard, notamment en matière de réhabilitation, de mise à niveau et d'aménagement intérieur.

Le wali a ainsi appelé à une mobilisation totale des entreprises et des services concernés afin de garantir une rentrée scolaire stable,



dotée d'un environnement pédagogique sécurisant.

Il a également insisté sur l'amélioration des cantines scolaires, de l'approvisionnement alimentaire et des conditions de restauration dans les écoles primaires, un souci constant pour de nombreuses familles.

Sur le plan agricole, la direction des services agricoles a présenté une évaluation détaillée de la campagne de labour et de semis en cours.

Les responsables ont mis en avant les moyens matériels mobilisés, les quantités de semences distribuées et les actions de sensibilisation menées auprès des agriculteurs pour le respect strict du calendrier agricole.

La problématique du foncier agricole a également été au cœur des échanges, en particulier l'assainissement des terres non exploi-

tées. La commission de wilaya poursuit ses opérations de récupération de ces assiettes afin de les réintégrer dans le circuit productif, un enjeu majeur dans un contexte national marqué par l'impératif de renforcer la sécurité alimentaire. L'un des dossiers les plus marquants de la réunion a porté sur la stratégie locale de stockage des céréales.

Le rapport examiné a mis en lumière des projets d'envergure, dont le silo métallique de 200 000 quintaux en voie de finalisation, ainsi que huit centres de stockage de proximité répartis à travers la wilaya.

Mais c'est surtout le projet colossal du silo d'un million de quintaux à Relizane qui a retenu l'attention, présenté comme l'un des plus importants au niveau national et un levier majeur pour fluidifier la collecte, présen-

ter les stocks et sécuriser les approvisionnements.

Le Conseil s'est également penché sur les préoccupations liées au raccordement au gaz naturel des habitations situées dans le couloir de sécurité des lignes électriques, un dossier sensible qui concerne plusieurs familles encore en attente de régularisation.

Des mises à jour ont été fournies sur les quartiers concernés et les travaux restant à engager.

À cela s'ajoute la situation du logement rural, où de nombreuses aides sont en suspens ou non encore opérationnelles.

Le wali a rappelé, avec fermeté, l'obligation d'accélérer le traitement de ces dossiers pour répondre à la demande sociale croissante et réduire la pression observée dans plusieurs communes.

En clôturant la réunion, les autorités locales ont réaffirmé leur volonté de consolider la dynamique de suivi des programmes en retard, tout en corrigeant les insuffisances constatées.

Cette rencontre, dense et stratégique, laisse entrevoir une relance plus soutenue des projets structurants et une amélioration progressive des services destinés à la population de Relizane.

RL

ORAN

Oran-Vert au bord de l'asphyxie financière, un bras de fer inédit entre l'entreprise et plusieurs communes

L'entreprise Epic Oran-Vert, longtemps considérée comme un acteur incontournable de la modernisation du cadre de vie oranais et saluée pour sa contribution au succès des Jeux Méditerranéens de 2022, traverse aujourd'hui l'une des crises les plus difficiles de son histoire.

Étranglée par des créances impayées qui se chiffrent à « des dizaines de milliards », l'entreprise voit son fonctionnement paralysé, ses missions compromises et ses travailleurs plongés dans une détresse financière croissante. Oran-Vert, qui employait près de 400 agents il y a quelques années, compte aujourd'hui plus de 1 000 ouvriers mobilisés pour répondre aux exigences croissantes en matière de propreté urbaine, d'entretien des espaces verts et de gestion de l'environnement.

Cette montée en charge, dictée par les orientations des autorités locales, aurait dû s'accompagner d'un renforcement des moyens financiers accordés à l'entreprise.

Or, c'est l'inverse qui s'est produit : plusieurs communes refusent ou tardent à honorer les montants dus dans le cadre de contrats et conventions dûment établis.

Cette situation critique a eu pour conséquence directe le retard du versement des salaires des ouvriers, certains accusant plus de deux mois d'impayés, d'autres frôlant les trois mois sans rémunération.

Une situation « inquiétante », selon un agent de terrain qui rappelle que ces retards, au-delà du préjudice humain et social, menacent la continuité même du service public environnemental dans l'une des plus importantes wilayas du pays.

Selon un élu de l'Assemblée populaire de wilaya, les raisons profondes de cette crise résident dans l'accumulation massive de créances issues principalement des contrats de traitement des déchets et d'entretien des espaces verts.

Malgré les démarches répétées d'Oran-Vert pour réclamer ses droits, plusieurs communes gardent le silence ou invoquent des difficultés budgétaires, plongeant l'entreprise dans une impasse financière sans précédent.

Face à l'urgence, des élus de l'APW ont décidé de porter ce dossier lors de la Session de l'Assemblée prévue le 24 novembre, présidée par Chalabi Mohamed et supervisée par le nouveau wali d'Oran.

L'objectif : éclaircir la situation, défendre les droits des travailleurs et pousser à l'adoption d'une solution durable.

Cette session verra également l'examen du Budget primitif 2026, alors que les premières indiscretions laissent entendre que la cagnotte destinée à Oran-Vert pourrait chuter à environ 30 milliards, soit presque moitié moins que les 55 milliards initialement alloués pour 2025.

Une réduction jugée inacceptable par plusieurs élus, particulièrement ceux chargés des dossiers sociaux, qui appellent les efforts considérables fournis par l'entreprise dans un contexte de tensions et de contraintes continues.

Le bras de fer entre Oran-Vert et certaines communes met en lumière une problématique plus profonde : la fragilité du financement des services essentiels liés à l'environnement et à l'hygiène publique.

À l'heure où la capitale de l'Ouest ambitionne de poursuivre sa modernisation urbaine, l'avenir d'une entreprise aussi stratégique ne peut être laissé dans l'incertitude ni dépendre de créances instables.

La crise actuelle appelle à une réorganisation urgente du système de financement local, à une meilleure transparence et à un engagement effectif des communes pour garantir la rémunération des travailleurs et la continuité des missions d'intérêt public.

RL

MOSTAGANEM

Une nouvelle station de dessalement stratégique pour sécuriser l'avenir hydrique de l'Ouest

Le chantier de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer (SDEM) de Mostaganem marque une nouvelle étape décisive dans la stratégie nationale de sécurisation hydrique.

Lancé ce samedi à la plage de Sidi El-Adjal, dans la commune de Khadra, cet immense projet a été officiellement supervisé par le PDG du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, et le PDG de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE), Lahcen Bada, en présence des autorités locales.

Au-delà de la symbolique, ce lancement représente un tournant attendu, inscrit dans le cadre du second programme complémentaire de dessalement approuvé récemment par le Conseil des ministres.

L'emplacement de la station n'a rien d'anodin : il a été soigneusement choisi pour sa capacité à alimenter plusieurs wilayas voisines, notamment Mostaganem, Tissemsilt et Tiaret, confrontées depuis des années à une diminution inquiétante de la pluviométrie.

Avec la sécheresse persistante et le changement climatique qui fragilisent les ressources souterraines et les barrages, l'Algérie poursuit une politique ambitieuse et pragmatique tournée vers l'eau dessalée, une ressource désormais indispensable pour garantir l'alimentation en eau potable de millions de citoyens.

Le programme complémentaire auquel appartient la station de Mostaganem prévoit également la construction de deux autres grandes stations à Chlef et Tlemcen, portant l'ensemble à six

unités qui, une fois opérationnelles, augmenteront la production nationale quotidienne d'eau dessalée de 1,8 million de m³.

À l'horizon 2030, plus de 60 % des besoins du pays devraient ainsi être couverts par l'eau issue du dessalement, permettant à l'Algérie de renforcer durablement sa souveraineté hydrique.

Sur le plan technique, la station de Mostaganem adopte la technologie de l'osmose inverse, reconnue mondialement pour son efficacité et son rendement énergétique. Le projet est réalisé selon les formules FEED et EPC, confiées à la société SARPI, filiale du groupe Sonatrach, déjà expérimentée grâce à la réalisation réussie de la station d'El Tarf.

Implantée sur 12 hectares, l'infrastructure bénéficiera d'une livraison partielle dans un délai de 22 mois et devra produire, dans une première phase, 150 000 mètres cubes d'eau par jour. Mais l'importance du chantier dépasse largement la seule dimension technique.

Comme le précise Sonatrach dans son communiqué, ce projet est pensé comme un levier de développement économique, social et technologique pour tout l'Ouest algérien.

Il générera des centaines d'emplois directs durant les phases d'étude, de construction et d'exploitation, ainsi que de nombreux emplois indirects dans des secteurs complémentaires.

S'ajoute à cela un transfert technologique de grande valeur pour les ingé-

nieurs et techniciens algériens, qui bénéficieront d'un savoir-faire de pointe dans un domaine devenu stratégique à l'échelle internationale.

À terme, la station contribuera à assurer l'alimentation en eau potable de près de trois millions de citoyens, tout en réduisant la pression exercée sur les barrages régionaux, de plus en plus affectés par la sécheresse.

Cette diversification des ressources hydriques constitue un élément essentiel de la résilience nationale face aux défis climatiques.

La nouvelle politique de l'eau, impulsée par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, s'inscrit d'ailleurs dans une vision de long terme en misant sur la multiplication de stations modernes, performantes et réparties sur plusieurs régions afin de sécuriser le pays tout entier.

En définitive, la station de Mostaganem n'est pas seulement un projet d'infrastructure : elle symbolise la détermination de l'État à garantir l'accès durable à une ressource vitale.

Elle incarne également un modèle de coopération entre institutions nationales, entreprises publiques, expertises locales et orientations stratégiques du plus haut niveau de l'État.

Dans un contexte mondial marqué par le stress hydrique, l'Algérie avance avec un cap clair, une volonté affirmée et un investissement massif pour transformer l'eau de mer en une source stable, fiable et accessible à tous.

RL

DIALOGUE RENFORCÉ SUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR

La ministre du Commerce reçoit le président de l'APOCE

Dans un climat marqué par l'évolution rapide des marchés et par les préoccupations croissantes liées au pouvoir d'achat, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Mme Amel Abdellatif, a reçu samedi le président de l'APOCE, M. Mustapha Zebdi, lors d'une rencontre inscrite dans le cadre des consultations régulières menées avec les acteurs clés du secteur.

La ministre a insisté sur l'importance stratégique de maintenir des canaux de dialogue permanents avec les associations de protection du consommateur. Selon elle, ces organisations jouent un rôle essentiel dans la remontée des préoccupations du terrain, la détection des pratiques commerciales illicites et la formulation de propositions concrètes pour améliorer la transparence du marché.

Cette approche participative, souligne-t-elle, est au cœur de la politique du ministère. Mme Abdellatif a réaffirmé l'engagement du secteur à soutenir toutes les initiatives citoyennes visant à promouvoir une culture



de consommation responsable, en ligne avec les orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui met l'accent sur la consolidation de la

confiance et la protection du pouvoir d'achat.

M. Zebdi, pour sa part, a présenté un exposé détaillé sur les actions bénévoles menées par l'APOCE : programmes de sensi-

bilisation, interventions sur le terrain, campagnes d'information, lutte contre les pratiques abusives, et mobilisation citoyenne autour de la qualité des produits et de la transparence.

Il a réitéré la disponibilité totale de son organisation à accompagner le ministère dans ses efforts de régulation et de protection du consommateur. Cette rencontre confirme la volonté commune d'amplifier la coopération institutionnelle et associative afin de mieux répondre aux défis actuels du marché, de renforcer la confiance des citoyens et d'améliorer la gouvernance économique du pays.

R. N.

ILLIZI

Des startups innovantes propulsent l'université vers une véritable économie productive

L'université algérienne, longtemps perçue comme un espace strictement académique, connaît aujourd'hui une mutation profonde qui redessine son rôle au sein de l'économie nationale.

À Illizi, au cœur du Sahara, cette transformation prend une dimension concrète grâce à l'incubateur du Centre universitaire, devenu en quelques années un véritable moteur de créativité, d'innovation et d'entrepreneuriat étudiant.

Jeudi, ses responsables ont dévoilé une série de projets novateurs, dont plusieurs ont franchi le cap du prototypage pour devenir de jeunes entreprises prometteuses, prêtes à conquérir les marchés local et national. Parmi ces réussites emblématiques figure Eventry-360, une startup née d'un simple projet étudiant et devenue aujourd'hui un acteur clé au sein de l'établissement.

Grâce à son plateau numérique spécialisé dans l'enregistrement professionnel, la diffusion en direct et la couverture digitale des événements, Eventry-360 s'est imposée comme un prestataire incontournable pour les manifestations universitaires et institutionnelles.

Cette réussite illustre parfaitement l'esprit de l'incubateur : accompagner les étudiants à transformer leurs idées en solutions concrètes, techniquement solides et économiquement viables.

Le domaine de la santé, particulièrement dynamique, révèle également des innovations prometteuses. La startup Harmonic a conçu un complément alimentaire naturel destiné à renforcer la glande thyroïde.

Déjà certifié « ISO 22000 », ce produit a franchi les étapes de vérification, d'enregistrement et de certification de sa composition avant d'être mis sur le marché. Son

développement met en avant la capacité de jeunes chercheurs à proposer des solutions de santé basées sur la recherche scientifique tout en répondant à des besoins médicaux réels.

Autre innovation notoire : PancreaLife, un complément alimentaire destiné aux personnes atteintes de diabète de type 2. Le produit vise à améliorer la réactivité du pancréas et, par conséquent, la régulation du taux de sucre dans le sang.

Lui aussi certifié « ISO 22000 », ce projet témoigne de la montée en puissance des biotechnologies locales et de la volonté de l'incubateur d'encourager les initiatives à forte valeur ajoutée pour la santé publique.

Dans le domaine médical toujours, le projet KarnaVive se distingue par son approche innovante du traitement des brûlures. Sa formule, conçue pour apaiser les inflammations, accélérer la cicatrisation, a été achevée avec succès la phase expérimentale technique.

La startup entre désormais dans la phase de commercialisation, signe que le projet a atteint un niveau de maturité scientifique et industrielle remarquable.

L'innovation ne s'arrête pas à la santé ou aux technologies numériques. L'incubateur d'Illizi accueille également Fleetfeel, une application intelligente qui révolutionne la logistique du transport de marchandises. Elle met en relation, en temps réel, les conducteurs de poids lourds revenant à vide et les clients cherchant un service de transport.

En optimisant les trajets, l'application permet à la fois de réduire les coûts, d'améliorer l'efficacité des flottes et de contribuer à une meilleure gestion du parc roulant à

l'échelle nationale.

Une initiative qui s'inscrit dans les efforts de digitalisation du secteur logistique en Algérie. Au-delà des projets eux-mêmes, la dynamique impulsée par le Centre universitaire d'Illizi est saluée au plus haut niveau.

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, le professeur Kamel Baddari, avait déjà loué, lors d'une visite officielle en début d'année, le degré d'avancement de ces projets et la pertinence du modèle d'incubation développé.

Il avait insisté sur l'importance de renforcer les mécanismes de commercialisation, d'accompagnement terrain et de valorisation des résultats de la recherche.

Pour le directeur du Centre universitaire, le professeur Moussa Boubekeur, ces réalisations marquent un tournant décisif dans la construction d'une véritable économie universitaire productive.

Selon lui, l'université n'est plus seulement un espace de formation, mais devient un acteur stratégique du développement local, capable d'impulser des activités économiques, de générer des emplois et de valoriser les compétences des étudiants et des chercheurs.

L'incubateur d'Illizi apparaît ainsi comme un exemple inspirant de ce que peut devenir l'université algérienne : un lieu où la recherche scientifique s'articule avec l'innovation, où les idées se transforment en solutions concrètes, et où l'économie du savoir se manifeste dans toute sa force. À travers ces projets, Illizi démontre que même dans les régions éloignées, la jeunesse peut être le moteur d'une transformation économique durable, créative et profondément ancrée dans les besoins du pays.

R. E.

OPÉRATIONS LIÉES AUX ACTIFS VIRTUELS

La Banque d'Algérie définit les lignes directrices d'identification et d'interdiction

La Banque d'Algérie (BA) vient de rendre publiques sur son site web les lignes directrices élaborées par sa commission bancaire, portant sur l'identification, le blocage et l'interdiction des opérations liées aux actifs virtuels, dans le but d'assurer une application stricte des interdictions prévues par la réglementation nationale face aux risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et d'autres usages illicites liés à ces actifs numériques.

Ces lignes directrices, n° 06/2025, visent à répondre aux défis posés par l'utilisation croissante de ces actifs, susceptibles d'être échangés ou transférés de manière digitale, notamment via des plateformes étrangères, malgré l'interdiction de leur usage en Algérie.

Les actifs virtuels -- distincts des monnaies traditionnelles du fait de l'absence de garantie étatique et exclus de tout adossement à l'or ou aux devises souveraines, tout en étant également dissociés des valeurs numériques rattachées aux devises fiduciaires, titres financiers ou autres instruments financiers -- permettent des transactions rapides et sans intermédiaire, ce qui les rend attractifs pour certains utilisateurs, mais également pour des acteurs malveillants.

La commission bancaire souligne que ces lignes directrices sont destinées à orienter les institutions financières dans la mise en œuvre de procédures et dispositifs permettant le respect effectif de l'interdiction de l'utilisation de ces actifs au sein de leurs systèmes.

A ce titre, les banques et Algérie Poste devront renforcer leurs dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, notamment par l'adoption d'une approche basée sur les risques, la mise en œuvre de mesures de vigilance renforcées, la surveillance continue des transactions, l'organisation de formations dédiées ainsi que l'amélioration des mécanismes internes de déclaration des opérations suspectes.

Les institutions financières sont également appelées à appliquer des mesures de diligence accrue envers leurs clients et leurs opérations, à développer une veille active ciblant notamment les plateformes numériques, les réseaux sociaux et les sources ouvertes, et à mettre en place des systèmes de contrôle interne afin de prévenir et détecter les activités suspectes liées aux actifs virtuels.

En cas de suspicion, les banques et Algérie Poste devront informer immédiatement la Cellule de traitement du renseignement financier (CTRF), précisent les lignes directrices.

"Toute opération suspecte impliquant des actifs virtuels, ou toute transaction en lien avec ces actifs, doit faire l'objet d'une déclaration immédiate auprès de la CTRF", stipule le document, rappelant que cette déclaration relève du secret professionnel et doit inclure l'ensemble des informations nécessaires à l'évaluation du niveau de risque, et ce "sans délai dès la détection de comportements ou opérations présentant des signaux inhabituels ou suspects".

A noter que le dernier rapport d'évaluation des risques élaboré par "la Cellule d'identification des risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le cadre des transactions électroniques ou de l'utilisation de nouvelles technologies", fait état d'une progression significative de l'adoption des actifs virtuels en Algérie.

Le rapport estime à plus de 1,74 million le nombre d'utilisateurs nationaux, pour une valeur reçue de 9,7 milliards de dollars, "soit l'équivalent de plus de 16% du secteur informel et plus de 4% du PIB".

Les crypto-actifs les plus utilisés sont le Tether (USDT), dominant en nombre d'utilisateurs en raison de sa stabilité, suivi du Bitcoin (BTC), de l'Ethereum (ETH) et du Litecoin (LTC).

Toutefois, en termes de volume financier, le Bitcoin demeure prédominant, suivi du Tether et de l'Ethereum, du fait de sa valeur unitaire élevée qui génère des montants transactionnels importants malgré un nombre relativement restreint de transferts, selon le même rapport.

BDL Plus de 7 millions d'opérations de paiement électronique enregistrées depuis début 2025

La Banque de développement local (BDL) a enregistré plus de sept millions d'opérations de paiement électronique durant les dix premiers mois de l'année en cours 2025, dans un contexte marqué par un recours croissant des consommateurs aux services bancaires numériques en vue de réduire l'utilisation de la monnaie fiduciaire, a indiqué la banque publique dans son dernier bilan.



A ce titre, la BDL a fait état de 176.533 cartes bancaires (Classique et Gold) en circulation, ayant permis d'effectuer 7.121.495 opérations de e-paiement depuis le début de l'année 2025, dont plus de 5 millions d'opérations sur DAB et GAB.

Par ailleurs, la BDL a recensé 138.131 clients au service électronique "e-Banking", qui permet la consultation instantanée des comptes, réaliser un virement ou suivre une opération sans se déplacer en agence, "ce qui reflète une évolution rapide des habitudes de paiement vers plus de simplicité, de sécurité et de disponibilité 24h/24", selon le même bilan.

L'expansion de l'usage des canaux digitaux a également encouragé la hausse des demandes de financement en ligne, "signe d'une appropriation grandissante des services numériques", précise la banque.

Les entreprises bénéficient, elles aussi, de solutions modernisées grâce aux cartes Corporate, conçues pour faciliter les dépenses professionnelles et réduire le recours au cash.

Avec des plafonds pouvant atteindre 20 millions de DA pour la version Gold, ces cartes offrent un suivi précis via e-Banking et renforcent la gestion interne de la trésorerie des sociétés.

La banque a également mis en avant l'extension de l'écosystème du paiement électronique grâce aux terminaux de paiement électro-

nique (TPE). La BDL compte aujourd'hui un parc de 10.000 TPE, ayant enregistré un volume de transactions dépassant 12 milliards de dinars sur les dix premiers mois de l'année 2025, selon le bilan soulignant que "ce niveau d'activité confirme l'adoption croissante du paiement électronique chez les commerçants et les consommateurs".

La transition vers le paiement mobile marque, elle aussi, une avancée "décisive", d'après le bilan. Ainsi, l'application Wimpay BDL, connectée au réseau DZ Mobpay, permet le transfert instantané d'argent, le paiement chez les commerçants via un code QR, et la consultation du solde et de l'historique des transactions à tout moment.

"Cette solution contribue directement à la réduction de la monnaie fiduciaire et facilite l'inclusion financière au quotidien", indique la BDL. Parallèlement, la banque a souligné que le paiement scriptural "demeure un pilier essentiel du système national de paiement".

Le carnet de chèques continue ainsi d'être largement utilisé pour sa traçabilité et la sécurité qu'il garantit, particulièrement dans les opérations nécessitant un engagement clair et une preuve de paiement incontestable.

Dans ce cadre, la BDL a traité durant les dix premiers mois de 2025 plus de 2,042 millions de chèques via la télécompensation, un dispositif automatisé qui "renforce la fiabilité

des échanges, limite la manipulation d'espèces et assure un traitement conforme aux standards bancaires".

A travers cette "combinaison cohérente" de moyens de paiement, la BDL confirme "son engagement à moderniser le paysage financier national".

"La banque adopte une vision claire : simplifier la vie du citoyen, renforcer la sécurité des transactions et accompagner le pays vers une économie plus transparente, plus moderne et plus inclusive", souligne le document, rappelant que "les efforts de la BDL pour offrir des solutions de paiement sécurisées, accessibles et adaptées aux besoins des particuliers et des entreprises s'inscrivent dans la stratégie nationale de digitalisation et d'inclusion financière".

conformément aux orientations des pouvoirs publics visant à moderniser les moyens de paiement et à réduire la circulation du cash".

ALGERIA WOODTECH 2025 Saut qualitatif et perspectives prometteuses pour la filière bois en Algérie

Portée par un élan entrepreneurial croissant et l'innovation des acteurs locaux, la filière bois et ses dérivés connaît une progression remarquable en Algérie, ont souligné les participants à une conférence organisée, samedi au Palais des expositions (Pins Maritimes-Alger), en marge de l'ouverture de la 4e édition du Salon international du bois, de la menuiserie, des équipements et des technologies "Algeria Woodtech 2025".

Cette dynamique a permis de réduire la facture d'importation, passée à près de 50 millions de dollars en 2024, contre 700 millions de dollars il y a quelques années, selon les intervenants de cette rencontre tenue à l'initiative de l'Organisation algérienne de commerce et de l'investissement social (OACIS), en présence de représentants de plusieurs ministères et institutions ainsi que des membres du Conseil de la Nation et de l'Assemblée populaire nationale.

Dans ce cadre, le président de l'OACIS, Djaber Bensdira, a mis en avant une mutation progressive du secteur, portée par de nouvelles pratiques industrielles, une meilleure structuration de la chaîne de valeur et une montée en puissance des capacités de production locales.

Il a relevé que la filière enregistre un "saut qualitatif" par rapport aux années précédentes, encouragée par les mesures engagées par les pouvoirs publics à travers divers textes régle-

mentaires, cahiers des charges et facilitations douanières.

Parmi ces mesures, figurent aussi l'accès prioritaire au foncier industriel pour les opérateurs du secteur et l'amélioration des conditions d'accès aux matières premières, ce qui a permis de renforcer l'offre locale et de réduire significativement le recours aux meubles finis importés, a-t-il ajouté.

"Des avancées ont facilité la création de centaines d'unités spécialisées dans les portes, la menuiserie et les industries du bois", souligne M. Bensdira, ajoutant que la filière a également opté, afin de réduire les coûts logistiques, pour un système centralisé d'importation par navires au lieu de conteneurs, une démarche jugée "bénéfique pour l'accès aux matières premières, la maîtrise des coûts et l'allègement des dépenses publiques".

L'instauration d'un mécanisme d'importation groupée pour les grands fournisseurs et la priorité accordée au produit national dans les marchés publics constituent, selon lui, un levier supplémentaire pour renforcer la production locale.

Sur le volet export, le président de l'OACIS a souligné l'importance de la présence dans les salons internationaux, citant le succès de la participation algérienne au Salon de Nouakchott en mai dernier, où tous les produits exposés ont été écoulés et de nouveaux accords signés. Il a exprimé une même confiance concer-

SALON "TASSHIIL" Une plateforme de promotion des innovations dans le domaine financier

La deuxième édition du Salon du Crédit, Leasing et investissement "Tasshiil 2025", dont les activités ont débuté dimanche au Palais des Expositions (Pins Maritimes-Alger), a constitué une occasion pour présenter plusieurs innovations dans le domaine financier.

Cette édition a connu la participation d'organismes et de start-up qui ont présenté de nouvelles solutions visant à améliorer la performance bancaire et à renforcer la relation avec le client à travers la simplification des procédures et un meilleur accès à l'information.

Dans ce contexte, l'entreprise "FinOutSource", spécialisée dans la Fintech, a présenté sa nouvelle innovation, à savoir un programme de chat automatisé "Chatbot" qui permet de fournir aux clients des banques les informations nécessaires y compris celles relatives aux crédits, en utilisant l'intelligence artificielle.

Cette nouvelle application, installée sur le site web de la banque, agit comme un "employé virtuel" qui répond aux demandes de renseignements des clients bancaires dans un délai très court, sans avoir besoin de se déplacer vers l'agence, selon les explications fournies par les responsables de cette institution.

Une entreprise de développement numérique participante a également présenté une nouvelle application permettant de stimuler à distance un crédit bancaire auprès des différentes banques actives sur le marché.

De son côté, le commissaire aux comptes, Salim Azouz, propriétaire du cabinet "AZOUZ", a présenté sa plateforme numérique "Tax Online", qui facilite pour ses utilisateurs la recherche de textes juridiques, notamment dans le domaine fiscal. Dans le même contexte, la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (CNEP-Banque), prend part à cette édition pour présenter ses différents produits financiers destinés au financement des porteurs de projets innovants et à leur concrétisation sur le terrain.

Parmi ces produits, figure notamment "Pro Invest", un plan d'épargne de 10.000 DA par mois, permettant à son souscripteur d'obtenir un crédit pour le financement de son projet dans un délai de 60 mois, assorti d'avantages préférentiels, selon les explications fournies par la directrice du marketing et de la communication de la banque publique, Nacira Ibarissen.

S'agissant du e-paiement, la responsable a évoqué le service de paiement mobile "MobiPay" via le code QR, permettant depuis son lancement en mars dernier, d'attirer près de 10.000 abonnés et 700 commerçants. La deuxième édition du Salon "Tasshiil", qui se poursuit jusqu'au 25 novembre courant, connaît la participation de 70 exposants représentant les différentes branches du secteur financier.

nant la prochaine participation au Salon de Dakar en décembre. De son côté, la représentante le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Radia Zekhmi, a rappelé l'importance des métiers du bois dans le patrimoine artisanal national, précisant que 26.122 artisans sont recensés dans cette filière, contribuant à la valorisation des ressources forestières et à la satisfaction de la demande locale.

Pour sa part, le directeur régional d'Alger du Commerce intérieur et de la régulation du marché national, Houcine Momen a salué la qualité et la diversité des produits exposés au salon, affirmant que les efforts se poursuivent pour soutenir le produit national et réduire davantage les importations. La représentante du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Hammam Nacib, a présenté la contribution de son secteur au développement des métiers du bois, rappelant que cette branche figure parmi les 23 spécialités recensées dans la nomenclature officielle. Six formations diplômantes y sont proposées, dont la menuiserie bâtiment, la menuiserie maritime, l'ébénisterie, la charpente, l'industrie du bois et la menuiserie d'agencement, ainsi que des formations qualifiantes dans la restauration, la finition et le vernissage, selon la responsable précisant que 4.000 stagiaires sont actuellement en formation dans cette filière.

ALGER

Le groupement territorial de la Gendarmerie nationale démantèle une dangereuse filière de falsification de denrées alimentaires

Dans une opération d'envergure traduisant l'engagement constant des forces de la Gendarmerie nationale en matière de protection du consommateur et de lutte contre les atteintes à la santé publique, les éléments de la brigade territoriale d'Ouled Mendil relevant de la compagnie de Douéra, à Alger, sont parvenus à mettre fin aux agissements d'une véritable filière spécialisée dans la falsification de denrées alimentaires destinées à la consommation humaine.

Cette intervention, menée avec une précision sécuritaire exemplaire, a permis d'exposer un réseau opérant clandestinement dans la fabrication de produits alimentaires altérés à partir de matières premières périmées ou totalement inconnues.

L'affaire a été déclenchée à la suite d'informations fiables parvenues aux enquêteurs, faisant état de l'existence d'un entrepôt suspect utilisé pour entreposer du lait en poudre subventionné, mais arrivé à expiration, et destiné à être transformé illégalement en fromages.

Face à la gravité potentielle de l'infraction et au danger immédiat que représentait cette activité pour la santé des citoyens, les enquêteurs ont coordonné leur intervention avec le procureur de la République ainsi qu'avec les services de la direction du commerce et le bureau d'hygiène communal. Une fois sur les lieux, le contrôle a révélé l'existence d'un atelier opérant dans l'illégalité la plus totale. Aucune

autorisation administrative n'était détenue par les responsables de cette structure clandestine, qui transformaient des matières altérées en produits alimentaires mis ensuite en circulation sur le marché national. Le dispositif de transformation mis en place par les contrevenants visait à produire, sous l'apparence de denrées conformes, des quantités importantes de fromage fabriqué à partir de matières périmées ou détériorées, en utilisant notamment du lait subventionné détourné de sa vocation initiale.

L'opération s'est conclue par la saisie d'un volume considérable de produits et de matières premières impropres à la consommation.

Les gendarmes ont ainsi récupéré près de 400 sacs de lait en poudre avarié, une grande quantité de fromages périmés, plus de 660 kg de matières premières déjà préparées mais arrivées à expiration, ainsi que plus de trois tonnes de fromage prêt à être commercialisé malgré un risque sani-

taire manifeste. Les enquêteurs ont également saisi des emballages plastiques, des quantités importantes de poudre de sodium destinée à la transformation, ainsi que des étiquettes contrefaites imitant les marques d'une entreprise privée.

Trente tampons en bois falsifiés, destinés à simuler des contrôles ou certifications inexistantes, ont également été découverts. Au-delà du caractère frauduleux de l'activité, cette affaire illustre un schéma criminel organisé reposant sur la falsification, la tromperie et la mise en danger de la santé des consommateurs, tout en portant atteinte à l'économie nationale par la manipulation de produits subventionnés et la concurrence déloyale envers les producteurs légitimes. À l'issue de cette opération, un dossier judiciaire complet a été élaboré à l'encontre des personnes impliquées. Elles devront répondre devant la justice de plusieurs chefs d'inculpation, dont la spéculation illégale sur une matière première stratégique, le détour-

nement de produits subventionnés, le stockage non déclaré de matières premières, l'exploitation sans autorisation d'une chambre froide, la contrefaçon de produits alimentaires, l'utilisation de matières périmées ainsi que l'exercice illégal d'une activité commerciale sans inscription au registre du commerce.

Cette affaire, qui met en lumière la vigilance et le professionnalisme des unités de la Gendarmerie nationale, rappelle l'importance de la coordination entre les autorités judiciaires, les services de contrôle économique et les organes de sécurité pour garantir la protection du consommateur et barrer la route aux réseaux exploitant clandestinement le secteur alimentaire au détriment de la santé publique.

Elle s'inscrit par ailleurs dans une stratégie globale de renforcement de la sécurité alimentaire et de lutte déterminée contre toute forme de fraude susceptible de mettre en danger les citoyens.

RL

OUARGLA

Une rencontre nationale pour renforcer l'éducation environnementale et mobiliser la jeunesse

L'Association nationale scientifique des jeunes pour la découverte de la nature (ANSJDN) organise à Ouargla une importante rencontre nationale consacrée à la formation et à l'information des encadreurs sur le rôle des jeunes dans la protection de l'environnement.

Cet événement réunit, du 24 au 26 du mois en cours, des éducateurs, des spécialistes, des enseignants et des représentants d'institutions partenaires dans une démarche ambitieuse visant à consolider l'engagement de la jeunesse face aux défis climatiques contemporains.

Cette manifestation se déroule à l'Institut national de formation des cadres de la jeunesse de Ouargla, en partenariat avec le ministère de la Jeunesse, le groupe Sonelgaz et l'université « Kasdi Merbah ».

Selon le président de l'ANSJDN, Ferhat Bouzennoun, la formation s'adresse à au moins un encadreur par wilaya ayant déjà plusieurs années d'expérience, afin de leur fournir les outils nécessaires pour devenir à leur tour des relais efficaces auprès des jeunes.

Le programme, riche et structuré, comprend des communications scientifiques, des ateliers pratiques, des sorties de terrain et des visites guidées permettant de lier théorie et pratique.

Pour Bouzennoun, l'enjeu principal est d'armer les encadreurs de connaissances scientifiques solides et de méthodes pédagogiques adaptées.

Les thèmes abordés couvrent un large spectre : protection de la faune et de la flore, changements climatiques, raréfaction de l'eau, désertification, énergies renouvelables, pollution plastique, préservation des forêts et des

écosystèmes marins, entre autres. Les enseignants-chercheurs mobilisés apportent un contenu scientifique fiable et actualisé, essentiel pour sensibiliser une jeunesse de plus en plus curieuse, engagée et soucieuse de comprendre les phénomènes qui affectent son avenir.

L'ANSJDN, forte de près de 35 années d'expérience, affirme vouloir bâtir une stratégie durable fondée sur l'éducation, la science et la mobilisation citoyenne.

Pour Bouzennoun, la jeunesse algérienne a développé une véritable prise de conscience écologique, notamment face à la multiplication des feux de forêts, aux épisodes de sécheresse, aux inondations et aux hausses de température qui affectent le pays.

Selon lui, la meilleure façon de répondre à ces défis est de former un réseau national de volontaires capables d'intervenir, de sensibiliser et d'initier des actions de grande envergure en fonction des besoins de chaque région.

La rencontre d'Ouargla s'inscrit ainsi dans une démarche à la fois éducative et pragmatique.

Elle vise à créer une génération d'animateurs spécialisés, capables de s'adresser aux jeunes dans un langage clair, précis et scientifiquement fondé.

L'association insiste sur la nécessité de disposer d'arguments crédibles pour répondre aux interrogations des adolescents et étudiants, de plus en plus informés grâce aux réseaux sociaux et aux plateformes numériques.

Un encadrement de qualité doit pouvoir leur offrir des réponses exactes, cohérentes et contextualisées.

Parmi les projets futurs, l'ANSJDN ambitionne de créer un centre national pédagogique dédié à l'éducation envi-

ronnementale, à la conception de projets scientifiques et à la formation des volontaires. Ce centre, qui rassemblerait chercheurs, étudiants, associations et passionnés, deviendrait un espace d'échange et d'innovation consacré aux problématiques climatiques et écologiques.

Bouzennoun espère également organiser des concours nationaux pour sélectionner les meilleurs projets écologiques proposés par les jeunes, qui pourraient ensuite représenter l'Algérie lors de rencontres internationales.

L'association, présente dans plusieurs wilayas, adapte ses activités aux spécificités locales.

Dans le Sud, les programmes portent sur la préservation des oasis, des nappes phréatiques et de la faune désertique. Dans les régions montagneuses comme la Kabylie ou les Aurès, les efforts se concentrent sur la lutte contre les incendies et la sauvegarde des massifs forestiers. Sur le littoral, l'association mène des campagnes de sensibilisation contre la pollution plastique et œuvre à la protection de l'écosystème marin.

À travers cette rencontre nationale, l'ANSJDN confirme son engagement envers une vision éducative, scientifique et citoyenne de la protection de l'environnement.

Elle contribue à bâtir une conscience écologique durable, à renforcer le rôle de la jeunesse et à inscrire l'Algérie dans une démarche moderne, responsable et résolument tournée vers l'avenir. Grâce à cette dynamique, les encadreurs formés à Ouargla deviendront les ambassadeurs d'une nouvelle approche environnementale fondée sur la science, la pédagogie et la mobilisation nationale.

RL

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED (ALGER)

4 suspects écroués après une enquête judiciaire rigoureuse

Dans une affaire qui illustre la fermeté des autorités judiciaires face aux actes criminels visant le patrimoine forestier national, le tribunal de Sidi M'hamed a ordonné, jeudi, le placement sous mandat de dépôt de quatre individus suspects d'avoir délibérément provoqué un incendie dans la forêt de Larhat, dans la wilaya de Tipaza.

Cette décision intervient à l'issue d'une procédure méticuleuse menée par le Pôle pénal national spécialisé dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, lequel a tenu à informer l'opinion publique de l'avancement de ce dossier particulièrement sensible.

L'affaire trouve son origine dans une série d'incendies déclarés les 13 et 14 du mois en cours dans plusieurs wilayas du pays, ravivant les inquiétudes quant à la recrudescence d'actes criminels menaçant directement la sécurité des populations et l'intégrité du domaine forestier.

C'est dans ce contexte tendu que les services de la Section de sécurité et d'investigation de la Gendarmerie nationale de

Tipaza ont été mobilisés afin de clarifier les circonstances entourant le départ de feu enregistré dans la forêt de Larhat, un périmètre boisé abritant notamment des pins d'Alep, des broussailles et des zones agricoles dont une partie a été sévèrement endommagée.

Les premiers éléments recueillis sur le terrain ont rapidement conduit les enquêteurs à privilégier la thèse criminelle.

Les traces relevées, les témoignages collectés et les recoupements techniques effectués ont finalement permis d'identifier un groupe de quatre suspects dont les agissements présumés laissent peu de doute quant à l'intention de nuire.

Les membres de ce réseau auraient, selon les conclusions de l'enquête préliminaire, mis volontairement le feu à des zones sensibles du domaine forestier, aggravant ainsi les risques de propagation rapide et incontrôlée des flammes.

Présentés le ce jeudi dernier, devant le procureur de la République près le Pôle pénal national, les mis en cause ont été for-

mellement poursuivis dans le cadre d'une information judiciaire pour actes subversifs visant à mettre en danger la vie et les biens des citoyens, ainsi que pour incendie volontaire de biens appartenant à l'État.

Des chefs d'inculpation particulièrement graves, prévus et sévèrement sanctionnés par l'article 87 bis du code pénal, ainsi que par l'article 138 de la loi régissant les forêts et les richesses forestières.

Le caractère intentionnel des faits reprochés, tout comme les conséquences environnementales et sécuritaires qu'ils ont engendrées, ont pesé lourd dans l'évaluation judiciaire. Convoqués par le juge d'instruction pour être interrogés, les accusés ont fait l'objet de mandats de dépôt au terme d'auditions approfondies destinées à éclairer les motivations, les méthodes et les éventuelles ramifications de leurs actes.

Cette affaire, qui s'inscrit dans un contexte national marqué par une vigilance accrue contre les incendies criminels et les atteintes au domaine forestier,

confirme la détermination de la justice à appliquer sans concession les textes en vigueur afin de protéger les ressources naturelles du pays et garantir la sécurité des citoyens.

Elle rappelle également le rôle essentiel des unités spécialisées de la Gendarmerie nationale, dont le travail méthodique et précis a permis de faire émerger des éléments probants dans un dossier où chaque indice recueilli revêt une importance capitale.

À l'heure où les feux de forêt sont devenus un fléau récurrent, tant par leurs conséquences humaines que matérielles, cette procédure judiciaire constitue un signal fort adressé à tous ceux qui seraient tentés d'attenter à l'intégrité du patrimoine naturel national.

La justice entend ainsi réaffirmer que toute agression volontaire contre les forêts, les biens publics ou la sécurité des citoyens sera systématiquement poursuivie et sévèrement réprimée conformément à la loi.

RN

ÉRUPTION DU SEMERU

Une mobilisation massive en Indonésie pour protéger les populations face à la menace volcanique

L'Indonésie a de nouveau été confrontée à la puissance imprévisible de son activité volcanique, après l'éruption du Semeru qui a entraîné l'évacuation rapide de près d'un millier de personnes sur l'île de Java.

Le volcan, le plus élevé de l'île, a connu un sursaut d'activité mercredi, projetant des colonnes de particules de lave et de cendres dans un rayon dépassant les 13 kilomètres, semant l'inquiétude parmi les habitants, les autorités et les équipes de secours déployées en urgence.

Situé à environ 800 kilomètres au sud-est de la capitale Jakarta, le Semeru « culminant à 3 676 mètres » est l'un des volcans les plus surveillés du pays en raison de sa forte activité historique.

Dès les premières explosions et émissions de matériaux incandescents, les services de géologie indonésiens ont relevé le niveau d'alerte à son maximum, appelant à une vigilance absolue.

Le chef de l'Agence de géologie, Muhammad Wafid, a indiqué que si l'intensité du phénomène avait légèrement diminué jeudi, l'activité restait « fluctuante » et nécessitait un suivi permanent.

Face à la menace potentielle d'une aggravation de l'éruption, les autorités locales ont coordonné l'évacuation de près de 900 personnes, principalement des villageois. Ces derniers ont trouvé refuge dans des écoles, mosquées et salles communales transformées en centres d'accueil d'urgence. Selon Sultan

Syafaat, responsable local de la gestion des catastrophes, de nombreux habitants continuent d'exprimer une profonde inquiétude.

Il souligne que, si certains tentent de reprendre leurs activités agricoles en journée, « la nuit, la majorité préfère rester dans les abris, encore traumatisée par les précédentes catastrophes ».

Parmi les personnes évacuées figurent également près de 190 randonneurs, piégés dans un camping situé aux abords du parc national Bromo Tengger Semeru.

Bien que la zone n'ait pas été directement touchée par les coulées ou les projections, le risque d'isolement ou de phénomènes imprévisibles a conduit les autorités à évacuer immédiatement tous les visiteurs, explique Rudijanto Tjahja Nugraha, directeur du parc national.

L'Indonésie est l'un des pays les plus exposés au danger volcanique en raison de sa position stratégique sur la « ceinture de feu » du Pacifique, une zone où la rencontre des plaques tectoniques provoque une activité sismique et volcanique intense.

Le pays compte près de 130 volcans actifs, certains d'entre eux parmi les plus dangereux au monde. Pour les populations locales, la menace est



permanente.

Les autorités doivent concilier surveillance, prévention, préparation aux catastrophes et soutien aux riverains qui vivent souvent dans des zones fertiles mais exposées.

Le Semeru, en particulier, a un lourd passé éruptif. En décembre 2021, une violente éruption avait causé la mort de plus de 50 personnes, détruit des villages entiers et endommagé plus de 5 000 habitations. L'événement avait laissé une trace durable dans la région, alimentant un traumatisme encore très présent.

C'est ce souvenir douloureux qui explique la réaction rapide et la mobilisation massive des autorités dès l'apparition de la moindre menace. Aujourd'hui, alors que l'activité volcanique se poursuit de manière instable, les équipes de secours restent dispersées dans plusieurs zones stratégiques.

Elles assurent la distribution de vivres, de médicaments et d'équipements de protection, tout en surveillant les mouvements de la population. Les scientifiques, quant à eux, se relaient jour et nuit pour

analyser les données sismiques et les signaux volcaniques, cherchant à anticiper une éventuelle aggravation.

Si l'éruption actuelle n'a pas, pour l'instant, atteint l'intensité de celle de 2021, les autorités indonésiennes prennent toutes les précautions nécessaires pour protéger les habitants.

Le Semeru, imprévisible et puissant, rappelle une fois encore que la vigilance demeure essentielle dans cette région du monde où la nature impose ses propres règles.

R.I

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

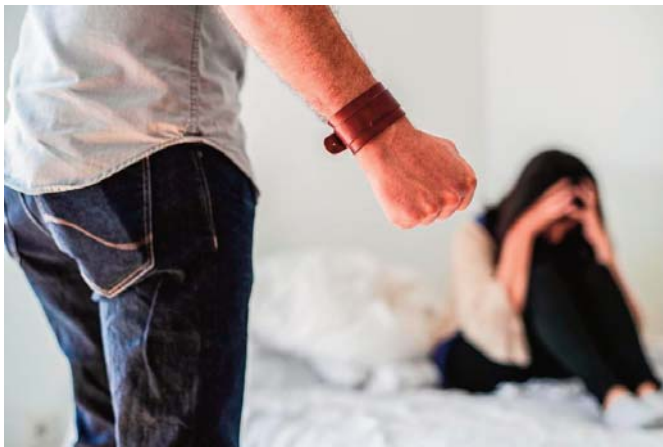
Près d'une femme sur trois victime dans le monde, alerte l'OMS

Dans un nouveau rapport publié mercredi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tire la sonnette d'alarme : près d'une femme sur trois dans le monde, soit environ 840 millions de femmes, a été victime de violences conjugales ou sexuelles au cours de sa vie. Selon l'OMS, ce chiffre « vertigineux » n'a que très peu évolué depuis l'an 2000, enregistrant une baisse annuelle minime de seulement 0,2 % au cours des deux dernières décennies.

Les données révèlent que, parmi les femmes âgées de plus de 15 ans, 11 % ont subi des violences de la part de leur partenaire au cours des douze derniers mois, et 9 % ont été victimes de violences hors couple depuis leur quinzième année.

Les experts soulignent que ces statistiques sont probablement sous-estimées, en raison de la stigmatisation et de la peur qui empêchent de nombreuses victimes de se manifester. « La violence à l'égard des femmes est l'une des injustices les plus anciennes et les plus répandues de l'humanité, et pourtant l'une des moins combattues », a déclaré le Directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

« Aucune société ne peut se prétendre juste, sûre ou saine tant que la moitié de sa population vit dans la peur. Derrière chaque chiffre se cache



une femme ou une fille dont la vie a été bouleversée à jamais. » Au-delà des violences physiques, un rapport récent d'ONU Femmes attire l'attention sur l'explosion des violences numériques ciblant les femmes.

L'essor de l'intelligence artificielle, l'anonymat et l'absence de mécanismes juridiques efficaces facilitent la propagation de harcèlements en ligne qui, selon les experts, se prolongent souvent dans la vie réelle, amplifiant la peur et le silence des victimes.

Selon la Banque mondiale, moins de 40 % des pays disposent de lois protégeant les femmes contre le harcèlement ou la traque en ligne, laissant près de 1,8 milliard de personnes sans protection juridique adéquate.

Sima Bahous, directrice exécutive d'ONU Femmes, souligne : « Ce qui commence en ligne ne reste pas en ligne. Les violences numériques se traduisent souvent par des violences physiques et même des féminicides. »

Les lois doivent évoluer au même

rythme que la technologie pour garantir la protection des femmes, en ligne comme hors ligne. » Le rapport de l'OMS et les études d'ONU Femmes révèlent un problème mondial persistant qui exige une mobilisation urgente.

La violence contre les femmes n'est pas seulement une atteinte aux droits humains, elle constitue également un obstacle majeur au développement économique et social des sociétés.

Les experts appellent à renforcer les lois, à sensibiliser les populations et à promouvoir des politiques de prévention et de soutien aux victimes. Ces rapports mettent en lumière la nécessité d'une action coordonnée à tous les niveaux — gouvernemental, communautaire et international — pour mettre fin à ce fléau.

Chaque initiative visant à protéger les femmes, à dénoncer les violences et à soutenir les victimes contribue à construire une société plus juste, plus sûre et plus égalitaire.

L'OMS et ONU Femmes lancent un appel solennel aux États, aux institutions et à la société civile : il est impératif de lutter sans relâche contre toutes les formes de violence envers les femmes, afin de garantir leur sécurité, leur dignité et leur droit à une vie libre et épanouie.

R.I

TLEMCEM

Réception prochaine de l'hôpital de 60 lits de la commune de Marsa Ben M'hidi

La réception de l'hôpital d'une capacité de 60 lits de la commune de Marsa Ben M'hidi (wilaya de Tlemcen), est prévue pour la fin du mois de décembre prochain, ont indiqué les services de la wilaya.

Implanté sur une superficie de 3 hectares, cet établissement plusieurs services, dont la médecine générale, la chirurgie, avec trois salles d'opération, ainsi que le service mère-enfant, la pédiatrie, les soins pour nouveau-nés, l'imagerie médicale et les analyses, en plus d'autres installations.

La même source a souligné que la réalisation de cette structure s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des prestations médicales offertes aux citoyens et permettra de réduire la pression sur l'hôpital de Maghnia.

Par ailleurs, le secteur de la santé dans la wilaya de Tlemcen sera renforcé par l'acquisition de trois appareils d'imagerie médicale (scanners) destinés aux hôpitaux de Maghnia, Ghazaouet et Sebda, ont précisé les services de la wilaya.

MASCARA

La caravane nationale de prévention du cancer du sein arrive

La caravane nationale de prévention contre le cancer du sein a fait escale dimanche à l'Etablissement public hospitalier spécialisé mère-enfant "Chahida Belbouri Rahma" de Mascara.

Cette manifestation, organisée par le ministère de la Santé en coordination avec l'Association nationale "El Amel" et supervisée par le wali Fouad Aissi, comprend des rencontres de sensibilisation destinées aux femmes sur les moyens de prévention du cancer du sein, tout en les invitant à effectuer un dépistage précoce de la maladie, selon les explications fournies par la secrétaire générale de l'association, Hamida Ketab.

Dans le cadre de cette caravane de cinq jours, deux cliniques mobiles équipées d'équipements médicaux les plus récents seront mis à disposition pour réaliser des opérations de dépistage précoce ainsi que des examens médicaux au profit des femmes âgées de plus de 40 ans, selon la même source.

La caravane est encadrée par des équipes médicales spécialisées, accompagnées de personnel paramédical du Centre Pierre et Marie Curie de lutte contre le cancer et du Centre hospitalo-universitaire, CHU Mustapha Bacha d'Alger.

EL TARF

Mise en service après réhabilitation des services d'urgences et de la maternité de la polyclinique de Boutheldja

Les services des urgences médicales et la maternité de la polyclinique El Hadi-Bouhara de la commune de Boutheldja (El Tarf) ont été mis en service après une opération de réhabilitation destinée à améliorer la prise en charge des patients, ont indiqué, dimanche, les services de la wilaya. Le wali d'El Tarf, Mohamed Meziane, avait récemment supervisé la réouverture de ces structures et reçu des explications quant aux travaux de rénovation et d'équipement qui ont permis, notamment, de doter les salles de soins d'appareils médicaux modernes.

Les services de la wilaya ont ajouté que la première phase de la réhabilitation de ces deux services, inscrite dans le cadre des programmes sectoriels, a nécessité un investissement public de 27 millions de dinars qui ont permis de faire l'acquisition de matériels médicaux modernes tels que des appareils de radiologie et un laboratoire d'analyses médicales. Il a également été indiqué que les actions à entreprendre "prochainement" au titre de la seconde phase de l'opération permettront de renforcer cette polyclinique avec un fauteuil dentaire spécialisé et d'autres équipements à même d'améliorer le service public.

APS

BÉJAÏA RENFORCE SON SYSTÈME DE SANTÉ Scanners modernes, IRM et nouveau centre d'accueil pour patients cancéreux

Le secteur de la santé dans la wilaya de Béjaïa franchit une étape majeure avec l'acquisition récente de trois scanners de nouvelle génération et d'un appareil IRM destiné aux hôpitaux d'Amizour, Tazemalt et Souk El Tenine.



Ces équipements ultramodernes répondront à une demande croissante d'examen spécialisés, tout en évitant aux patients des déplacements souvent fatigants et coûteux vers d'autres wilayas.

Il s'agit d'un progrès concret qui témoigne d'une volonté réelle d'améliorer la prise en charge médicale et d'alléger la pression pesant sur les structures existantes. La disponibilité de ces dispositifs constitue une avancée notable pour les équipes médicales locales qui pourront désormais diagnostiquer plus rapidement les pathologies complexes et assurer un suivi efficace.

Les scanners et l'IRM permettront d'optimiser les délais d'examen et de renforcer les capacités des établissements hospitaliers dans une wilaya où la demande en imagerie médicale augmente chaque année.

Ce renforcement technologique contribuera également à améliorer la coordination entre les services, notamment dans la prise en charge des urgences et des pathologies chroniques.

Parallèlement à cette modernisation des infrastructures, un projet à forte dimension humaine prend forme à Amizour : la création d'un centre d'accueil destiné aux patients atteints de cancer et à leurs accompagnateurs.

Ce futur établissement, initié en collaboration avec l'association caritative Tudert, répond à un besoin social et sanitaire crucial. Dans une wilaya où de nombreux patients doivent suivre des traitements longs et épuisants, souvent loin de leur domicile, ce type de structure représente un soutien indispensable.

Lors d'une réunion présidée par le wali de Béjaïa, Kamel Eddine Kherbouche, les responsables ont annoncé l'achèvement du déblayage du terrain et la pré-

paration du site qui accueillera ce centre. Les travaux devraient être lancés prochainement, le wali ayant ordonné d'accélérer les procédures administratives et techniques.

Il a également insisté sur l'importance d'une coordination étroite entre les services concernés afin de lever les obstacles éventuels et de garantir une réalisation rapide et conforme aux attentes de la population.

Pour de nombreuses familles, cette infrastructure constituera un véritable soulagement, car elle offrira un hébergement digne et fonctionnel à ceux qui se trouvent dans des situations médicales difficiles. Ce projet illustre également la montée en puissance des associations caritatives et de la société civile dans l'accompagnement du secteur de la santé.

L'association Tudert, connue pour son soutien continu aux patients atteints de cancer, devrait assurer la gestion du futur centre. Son implication donne au projet une dimension humaine supplémentaire, nourrie par la proximité avec les personnes vulnérables et par une connaissance fine de leurs besoins.

En parallèle, l'appui des autorités locales témoigne d'une volonté commune d'améliorer la qualité de vie des malades et de leurs familles. Au-delà des équipements et du centre d'accueil, la wilaya de Béjaïa poursuit une stratégie globale visant à renforcer ses infrastructures de santé.

Les responsables locaux multiplient les programmes de modernisation, de réhabilitation et d'extension des services hospitaliers. Cette dynamique répond à une réalité : Béjaïa est une wilaya fortement peuplée où la demande de soins ne cesse de croître. La modernisation des hôpitaux, combinée à l'introduction d'équipements médicaux de pointe, permettra d'améliorer

sensiblement les performances du système de santé local.

Ce renforcement matériel doit également s'accompagner d'un effort soutenu en matière de formation des personnels médicaux et paramédicaux. Les technologies modernes exigent des compétences spécifiques et une adaptation permanente.

Dans ce sens, les autorités comptent sur une collaboration accrue entre les hôpitaux, les centres universitaires, les écoles de formation et les institutions nationales de santé.

L'objectif est double : accroître les compétences des équipes et garantir une maintenance efficace des équipements technologiques.

La population de Béjaïa accueille ces avancées avec beaucoup d'espoir. L'amélioration du plateau technique est un signal fort envoyé aux citoyens, surtout dans un contexte où l'accès à des soins de qualité constitue une préoccupation centrale.

Avec l'introduction de ces nouveaux équipements et la mise en chantier du centre d'accueil pour malades cancéreux, la wilaya s'oriente vers un système de santé plus moderne, plus inclusif et plus proche des besoins réels de la population.

Le défi résidera dans la capacité à pérenniser ces acquis, à les étendre et à maintenir une dynamique d'amélioration continue.

Ces investissements témoignent de l'engagement de l'État à renforcer le système sanitaire national en dotant les régions d'équipements performants et en développant des infrastructures humaines essentielles.

Béjaïa s'inscrit ainsi dans cette vision renouvelée qui place le patient au cœur des priorités, en garantissant l'accès à des soins plus rapides, plus fiables et plus humains.

R. L.

BLIDA

Réhabilitation prochaine de 12 polycliniques

Douze (12) polycliniques de la wilaya de Blida bénéficieront d'une opération de réhabilitation visant à améliorer la qualité des prestations de santé, a-t-on appris, dimanche, de la direction locale de la santé.

Inscrite dans le cadre de l'amélioration des services de santé et du rapprochement des soins du citoyen, cette opération concernera 12

polycliniques situées dans les communes de Chiffa, Meftah, Soumaa, Chebli, Oued Djir, Oued El Alleug, Beni Chegrane (Mouzaïa), Beni Tamou, Bougara (Ayad Mahfoud), Boufarik (cité Belouche), Blida (Mustapha Ben Boulaid), et Bouarfa (cité Deriouche), a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, Hicham Zekiri.

Il a ajouté qu'une enveloppe de 200 millions

DA a été affectée à cette opération dont les travaux seront lancés "prochainement", soit dès la finalisation des procédures administratives en cours. Les chantiers, dont l'achèvement est prévu durant le premier trimestre 2026, porteront notamment sur la réhabilitation des espaces d'accueil et d'examen ainsi que sur l'amélioration des conditions d'hygiène et

de sécurité. M. Zekiri a rappelé, par ailleurs, la réhabilitation en 2024 de 33 polycliniques et salles de soins, affirmant que les efforts se poursuivraient pour renforcer la performance des établissements de santé, améliorer leur rendement et optimiser les conditions de travail des équipes médicales, dans le but de réduire la pression sur les établissements hospitaliers.

PALESTINE

Agression sioniste contre Ghaza: le bilan s'alourdit à 69.756 martyrs et 170.946 blessés

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 69.756 martyrs et 170.946 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué dimanche par les autorités sanitaires palestiniennes.



Les corps de 23 martyrs ainsi que 83 blessés ont été transférés vers les hôpitaux de Ghaza au cours des dernières 24 heures, précise la même source, notant

que les corps de nombreuses victimes se trouvent encore sous les décombres.

Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 11 octobre 2025, pas moins de

339 Palestiniens sont tombés en martyrs et 871 autres ont été blessés, tandis que les corps de 574 martyrs ont été récupérés, a ajouté la même source.

Ghaza: plus de 10.000 enfants vaccinés en huit jours contre diverses maladies (OMS)

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) espère vacciner plus de 40.000 enfants contre diverses maladies dans le cadre d'une campagne lancée le 9 novembre dans la bande de Ghaza, où l'entité sioniste a mené une sauvage agression, alors que plus de 10.000 d'entre eux ont déjà pu l'être.

"L'OMS et ses partenaires ont vacciné plus de 10.000 enfants âgés de moins de trois ans à Ghaza au cours des 8 pre-

miers jours d'une campagne de vaccination lancée le 9 novembre et prolongée jusqu'à ce samedi", a annoncé dans la nuit de mercredi à jeudi le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, sur les réseaux sociaux.

"L'objectif de la campagne est d'atteindre plus de 40.000 enfants", a-t-il indiqué.

Il précise que la campagne est menée en collaboration avec l'Unicef, l'agence

de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa) et le ministère palestinien de la Santé opérant à Ghaza. L'objectif est de protéger ces enfants contre "la rougeole, les oreillons, la rubéole, la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, l'hépatite B, la tuberculose, la poliomyélite, le rotavirus et la pneumonie".

Les phases deux et trois de la campagne sont prévues en décembre et en janvier prochains.

SIDA

La crise n'est pas finie, malgré les progrès (ONU)

Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre le virus de l'immunodéficience humaine "VIH/sida", la crise n'est pas finie, souligne le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, dans un message à l'approche de la Journée mondiale de lutte contre le sida, célébrée

le 1er décembre de chaque année.

"Le nombre de décès liés au sida a diminué de plus de moitié. Et les traitements sont plus accessibles que jamais.

Mais pour de nombreuses personnes dans le monde, la crise n'est pas finie", précise Antonio Guterres. "Nous

avons le pouvoir de transformer des vies et des destins, et de mettre fin à l'épidémie de sida une fois pour toutes", a-t-il affirmé, relevant que le nombre de nouvelles infections a chuté de 40 % depuis 2010, avec un recul de plus de la moitié du nombre des décès liés au sida. Et les trai-

tements sont plus accessibles que jamais. Toutefois, déplore M. Guterres, "des millions de personnes n'ont toujours pas accès aux services de prévention et de traitement du VIH, en raison de leur identité, du lieu où elles vivent ou de la stigmatisation qu'elles subissent", alors qu'en parallèle, la réduction des ressources et des services "met des vies en danger et menace des acquis obtenus de haute lutte". Pour mettre fin au sida, le secrétaire général de l'ONU estime qu'"il faut donner des moyens d'action aux populations, investir dans la prévention et élargir l'accès au traitement pour toutes et tous".

A cet égard, il appelle à "allier l'innovation à l'action et faire en sorte que de nouvelles solutions, telles que les traitements injectables, profitent à un plus grand nombre de personnes dans le besoin", et faire en sorte pour que "personne ne soit laissé pour compte".

"Mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici à 2030? cet objectif est à notre portée", conclut-il.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ L'OMS a encore besoin d'un milliard de dollars pour son prochain budget

Il manque un milliard de dollars au budget 2026-2027 de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), qui tente depuis des mois de stabiliser ses finances après l'annonce de retrait des Etats-Unis, a indiqué mercredi son directeur général, faisant toutefois état de certains progrès.

Les coupes de l'aide des Etats-Unis - historiquement de loin son plus grand donateur - ont obligé l'OMS à réviser à la baisse ses attentes : le budget 2026-2027 initialement approuvé a été réduit d'environ 20% (de 5,3 milliards à 4,2 milliards) en mai.

"Cette année a été l'une des plus difficiles de l'histoire de l'OMS, car nous avons dû mener à bien un processus difficile mais nécessaire de priorisation et de réorganisation, qui a entraîné une réduction significative de nos effectifs", a déclaré le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, au cours d'une réunion avec les Etats membres de l'organisation.

"Nous approchons maintenant de la fin de ce processus" et l'OMS a pour l'instant obtenu 75% du financement nécessaire pour 2026-2027, a-t-il annoncé.

"C'est une meilleure situation que celle dans laquelle nous nous trouvions à ce stade lors de n'importe quel autre exercice biennal", a-t-il affirmé.

Mais l'OMS doit encore trouver un milliard de dollars pour boucler le budget alors que "nous sommes dans un environnement beaucoup moins favorable à la mobilisation de ressources que par le passé", a-t-il relevé.

Les pays membres de l'OMS ont donné leur feu vert en mai à une deuxième augmentation de 20% des cotisations obligatoires.

Mais cela ne suffit pas car l'OMS reste en grande majorité financée par des contributions volontaires des Etats.

Comme beaucoup d'autres organisations touchées par la baisse de l'aide internationale, l'OMS a lancé un processus pour prioriser ses activités.

Elle se concentre notamment sur les plus démunis, dans les endroits les plus difficiles.

Conséquence concrète de ces réductions, des milliers d'établissements de santé ont dû réduire leurs services à travers le monde, voire suspendre leurs activités.

"Nous avons également mis en œuvre diverses mesures de réduction des coûts, dont des réductions des frais de déplacement" et proposé des retraites anticipées, a indiqué M. Tedros.

Sans l'ensemble de ces mesures, l'OMS estime qu'elle aurait dû se séparer d'environ 2.900 collaborateurs dans le monde, alors qu'elle disposait de quelque 9.400 employés début janvier.

"Nous avons ainsi pu limiter à 1.282 le nombre de suppressions de postes", a indiqué M. Tedros, en expliquant que la majorité d'entre eux (1.089 personnes) était des départs à la retraite, des fins de contrat et des départs volontaires.

OBÉSITÉ

Une protéine favoriserait la perte de poids

Des chercheurs américains ont réussi à comprendre le fonctionnement d'une protéine, perlipine, impliquée dans la destruction des graisses. Une découverte qui pourrait être utile à la recherche pour de nouveaux traitements contre l'obésité et le diabète de type 2.

La perlipine désigne une protéine généralement située à la surface des gouttelettes de graisse de nos cellules.

Convertir la graisse en énergie

Les résultats d'une étude réalisée par des chercheurs de l'Université de Texas Southwestern (États-Unis), publiés dans la revue *Nature Communications*, montrent que la protéine pourrait booster les mitochondries, ensemble constituant une « usine énergétique » (convertissant le glucose en énergie, par exemple) et ainsi, brûler les graisses.

Les scientifiques ont cultivé des cellules et constaté que la protéine perlipine était en mesure de se déplacer de la surface des gouttelettes de lipide pour se diriger au cœur des cellules afin de

contribuer à détruire des graisses via la création de mitochondries.

La perlipine indispensable aux sportifs

La protéine joue un rôle crucial chez les athlètes qui présentent un niveau élevé de graisses et de perlipine dans leurs cellules musculaires. Toutefois, contrairement aux personnes souffrant d'obésité ou de diabète, les sportifs réussissent à exploiter la graisse stockée en la transformant en énergie grâce aux mitochondries et à la perlipine.

Les risques liés à l'excès de graisse

Chez les personnes non sportives, l'excès de graisse peut se déplacer vers des tissus inappropriés pour le stockage des lipides (muscle



squelettique, cœur, foie...) et cette accumulation peut engendrer un dysfonctionnement de l'organe ou

du tissu. Aussi, la mauvaise répartition de la masse grasse peut surcharger le système métabolique et

les mitochondries, ce qui peut conduire à la résistance à l'insuline et ainsi, au diabète de type 2.

Les recommandations pour lutter contre l'obésité des adolescents

L'obésité est un problème de santé publique. Pour lutter contre ce mal qui touche de plus en plus d'adolescents, l'Académie Américaine de Pédiatrie a publié ses dernières lignes directrices.

Les nouvelles recommandations de l'Académie Américaine de Pédiatrie (AAP) sur l'obésité des enfants ont été publiées dans la revue médicale *Pediatrics*. Elles décryptent les bonnes attitudes que devraient suivre les parents pour que leurs enfants gardent un poids stable. Pour maintenir un poids de forme et lutter contre l'obésité, trop d'adolescents choisissent des méthodes qui les mettent en danger, tels que des vomissements.

«L'obésité et les troubles alimentaires chez les adolescents



peuvent être évités en changeant l'obsession des régimes pour encourager un mode de vie sain et équilibré», selon l'American Academy of Pediatrics (AAP). «De

bonnes habitudes préviendraient ces troubles et éviteraient que les adolescents recourent à des méthodes malsaines pour perdre du poids». Oubliez les régimes et les

calories, optez pour une alimentation saine et du sport.

Les lignes directrices de l'Académie Américaine de Pédiatrie suggèrent que les parents et les médecins évitent de «parler de poids», commentent leur poids ou celui des adolescents et s'abstiennent de se concentrer sur les régimes amaigrissants. Il est également important que les adolescents ne soient pas taquinés à propos de leur physique.

Les recommandations encouragent les parents à promouvoir deux comportements. Il est important que la famille prenne ses repas ensemble régulièrement et que les parents aident les adolescents à développer une image corporelle saine, les encourageant ainsi à pratiquer une activité

sportive (pas uniquement pour la perte de poids) et qu'ils promeuvent la consommation d'une alimentation équilibrée.

«Des preuves scientifiques montrent que pour les adolescents, les régimes amaigrissants ont des conséquences dramatiques», a déclaré Neville Golden, professeur de pédiatrie à l'École de médecine de l'Université Stanford aux États-Unis et auteur principal des nouvelles lignes directrices.

«Les adolescents qui commencent un régime dans leur neuvième année sont plus susceptibles d'être en surpoids à 12 ans. Se focaliser sur l'apport en calories peut aussi conduire à des adolescents à sombrer dans l'anorexie mentale».

Obésité : 10 ans de vie de moins

Les chercheurs de l'Université de Cambridge au Royaume-Uni ont réalisé une étude de grande ampleur et ont analysé les données médicales de 3,9 millions d'adultes, en Europe, en Amérique du Nord, en Australie et Nouvelle Zélande et en Asie pour identifier les risques de mourir de façon précoce, avant

l'âge de 70 ans. Les résultats de cette étude sont sans appel et affirment que le surpoids et l'obésité diminuent l'espérance de vie et augmentent la mortalité précoce toutes causes confondues.

«En moyenne, les gens en surpoids perdent un an d'espérance de vie, les personnes modérément

obèses trois ans». Quant aux personnes atteintes d'obésité sévère, «elles perdent environ dix ans d'espérance de vie», a déclaré à l'AAP le chercheur Emanuele Di Angelantonio à l'Université de Cambridge au Royaume-Uni.

«Les associations entre embonpoint, obésité et l'augmentation de

la mortalité toutes causes confondues étaient globalement conformes dans quatre continents. Cette constatation confirme qu'il est essentiel de mettre en place des stratégies pour lutter contre l'obésité dans de nombreuses populations» explique Emanuele Di Angelantonio, chercheur à l'Uni-

versité de Cambridge au Royaume-Uni.

Cette étude confirme les chiffres de l'Organisation mondiale de la santé. «Les surpoids et l'obésité sont à l'origine de 3,4 millions de décès et de la diminution de l'espérance de vie», selon une estimation de cette institution.

CANCER DU SEIN

Le curcuma et le poivre pourraient le combattre

Le curcuma et le poivre pourraient se révéler utiles dans le traitement du cancer du sein en limitant la croissance des cellules souches qui font grossir la tumeur.

Le curcuma et le poivre sont étudiés depuis longtemps comme traitements potentiels contre le cancer, mais cette nouvelle étude laisse entendre pour la première fois que ces épices pourraient prévenir le cancer en visant spécifiquement les cellules souches.

Le cancer peut revenir et se développer car les chimiothérapies conventionnelles n'éliminent pas les cellules souches du cancer. Les chercheurs du centre de cancérologie de l'université du Michigan aux États-Unis ont découvert que lorsque la curcumine, un élément chimique se trouvant dans le curcuma, et la pipérine, qui provient du poivre noir, sont ajoutées à une culture de cellules, le nombre de cellules souches est réduit tandis que les cellules normales sont épargnées. Les dérivés ont été testés sur des cellules mammaires à une dose 20 fois supérieure en puissance à ce qui serait consommé lors des repas. Les chercheurs estiment que l'élimination des cellules souches cancéreuses et la réduction du nombre de cellules normales sont essentielles dans la lutte contre le cancer.

La pipérine renforce les effets de la curcumine, et les deux éléments stoppent le processus de renouvellement des cellules souches cancéreuses.

«Cela montre que ces composés ne sont pas toxiques pour les tissus mammaires normaux», souligne Madhuri Kakarala, chargée d'enseignement en médecine interne à l'École de médecine de l'université du Michigan, auteur principal de l'étude. «Les femmes qui courent un fort risque de cancer du sein peuvent actuellement choisir de suivre un traitement préventif au tamoxifène ou au raloxifène, mais la plupart des femmes ne prennent pas ces médicaments car ils sont trop toxiques. L'idée que des éléments alimentaires peuvent aider est séduisante, et la curcumine et la pipérine semblent avoir une toxicité très faible.»

Ces deux composés étant toujours étudiés, pour les possibilités de rôle dans le traitement du cancer, les chercheurs notent qu'il ne faut pas ajouter davantage de curcuma ou de poivre à son alimentation.

La curcumine est connue pour beaucoup d'autres bienfaits sur la santé, en particulier dans la médecine asiatique. Elle est utilisée pour traiter les problèmes gastro-intestinaux et l'arthrite, et est également un antioxydant puissant.

La pipérine possède des propriétés anti-inflammatoires, et est connue pour améliorer la digestion. Elle est souvent utilisée dans les régimes amaigrissants. La pipérine améliore également l'absorption des nutriments lorsqu'elle accompagne d'autres aliments.

Curcuma, l'épice antioxydante

Symbole d'exotisme, star du curry et du poulet biryani, le curcuma est devenu un des ingrédients incontournables de la cuisine santé. Antioxydant, anti-inflammatoire, il ne nous veut que du bien. Découvrez ses bienfaits santé, des recettes faciles à faire et des conseils pour bien vous en servir au quotidien !



Une saveur délicatement musquée, une couleur orangée d'une gaieté foie et un piment : cette épice relève tous nos plats, même les plus raplapla. Mais ce n'est pas tout. Mis en lumière ces dernières années grâce à ses formidables pouvoirs antioxydants, le curcuma agit aujourd'hui la planète des scientifiques. Les chercheurs se penchent sur ses effets protecteurs vis-à-vis des pathologies contemporaines : maladies cardiovasculaires, neurodégénératives, inflammations, troubles digestifs...

Une saveur un peu amère, avec un fort pouvoir colorant

C'est le rhizome (partie souterraine de la tige) d'une plante tropicale de la famille des zingibéracées. Cultivé en Inde, d'où son surnom de « safran des Indes », il pousse aussi en Chine, au Japon, en Birmanie, en Indonésie, en Malaisie et en Afrique.

Sa saveur légèrement amère parfume la cuisine indienne, en particulier les biryanis (riz cuisinés). Il entre dans la composition de nombreux mélanges : curry, Colombo, ras-el-hanout. Il se distingue aussi par le fort pouvoir colorant de ses pigments, appelés curcuminoides, dont le chef de file est la curcumine. L'industrie alimentaire l'a adopté pour colorer en jaune bonbons, moutardes anglaises (comme le Piccadilly, condiment servi avec les viandes froides), sirops, crêpes de fromages, beures, gelées, glaces... Son nom de code : E 100.

Des effets santé prouvés par les scientifiques

En médecine ayurvédique, le curcuma est depuis toujours réputé pour faciliter la digestion. Une action désormais reconnue par l'OMS (Organisation mondiale de la santé). Il lutte ainsi contre les maux d'estomac, les nausées, les ballonnements ou les sensations de pesanteur. L'OMS lui reconnaît aussi des propriétés antitumorales, grâce à une action protectrice sur la muqueuse de l'estomac. Il est donc conseillé dans le traitement de l'indigestion et de l'acidité gastrique. Son effet sur le foie n'est pas négligeable : les curcuminoides

aident à prévenir l'inflammation de cet organe et de la vésicule biliaire. Puissamment anti-inflammatoire, il lutterait également contre les douleurs rhumatismales. Surtout, fortement antioxydant, le curcuma passionne les chercheurs, qui s'intéressent de près à ses effets anticancer.

Avec le poivre noir, une vraie association de bienfaiteurs

La curcumine est bien absorbée lorsque le curcuma est consommé en rhizome ou en jus. Lorsqu'il est sous forme de poudre, cette absorption n'est plus complète. Pour augmenter son assimilation, il faut ajouter du poivre noir fraîchement moulu et un peu de matière grasse. Idéalement, des huiles végétales comme l'olive, le colza...

Sous quelle forme on trouve le curcuma ?

En poudre
On le choisit d'un beau jaune éclatant, surtout pas d'un ton « étieut », son parfum se serait aussi... Et on le préfère bio : certains pays de production utilisent des produits toxiques pour sa culture.

En rhizome frais

Il se vend au poids dans certaines épiceries asiatiques et en magasins bio. Il se conserve au frais pendant une bonne semaine, dans une boîte en plastique. Comme le gingembre, on le pèle avant de le râper ou de l'émincer finement. Attention, son jus tache !

Idées recettes à base de curcuma

Avec les légumes et les plats cuisinés à c. à c. de poudre ou de rhizome frais et râpé dans des currys, tajines, sauces tomate, potages, purées, viandes blanches, couscous...

Dans les recettes à base d'œufs
Brouillés ou en omelette
Dans l'eau de cuisson des féculents
Riz, pâtes (chaudes ou en salade), pommes de terre, lentilles...

Dans les pâtes à crêpes, sablées, à cake salé ou sucré, à tarte

Ajouter 1 c. à c. bombée (pour 250 g de farine) dans les pâtes à tarte.

Dans les desserts

Quelques pincées de poudre ou de rhizome frais et râpé dans les pâtes à gâteau : muffins, cakes, sablés... Aussi dans les compotes, des salades de fruits jaunes : pêches, nectarines, ananas...

Recettes express

Mon infusion anti-âge
Peler et râper 1 cm de curcuma frais.
Faire infuser 5 min dans une tasse d'eau frémissante, filtrer et ajouter 1 c. à c. de miel.

Mon jus

Passer à la centrifugeuse pommes, carottes, comme l'olive, le colza...

Curcuma : l'épice anti-âge

Sa couleur orangée en fait un colorant naturel depuis toujours réputé pour faciliter la digestion. Une action reconnue par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Le curcuma lutte ainsi contre les maux d'estomac, les nausées, les ballonnements... Ses curcuminoides aident aussi à prévenir l'inflammation du foie et de la vésicule biliaire.

Le curcuma aide à digérer

En médecine ayurvédique, le curcuma est depuis toujours réputé pour faciliter la digestion. Une action reconnue par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé). Le curcuma lutte ainsi contre les maux d'estomac, les nausées, les ballonnements... Ses curcuminoides aident aussi à prévenir l'inflammation du foie et de la vésicule biliaire.

Fortement antioxydant, le curcuma passionne les chercheurs pour ses effets anticancers. A savoir : la curcumine est bien absorbée lorsque le curcuma est en rhizome ou en jus. Pour une bonne assimilation du curcuma en poudre, il faut ajouter du poivre noir fraîchement moulu et un peu de matière grasse (huiles d'olive, de colza...).

ETIQUETAGE DES PRODUITS DU SAHARA OCCIDENTAL

Les eurodéputés s'opposent à la proposition de la Commission européenne

Opposés à la proposition de la Commission européenne d'étiqueter les produits agricoles importés depuis le Sahara occidental en fonction de leur région d'origine, plutôt que du territoire contesté, les députés européens prévoient de soulever une objection formelle lors de la session plénière du Parlement mercredi prochain.



Selon le site d'information Euractiv, le Parti populaire européen (PPE, centre-droit) et le groupe Patriotes pour l'Europe (extrême droite) préparent "une objection formelle qui sera soumise lors de la session plénière du 26 novembre".

Un projet de résolution du PPE et des Patriotes, consulté par ce site, demande à la présidente du Parlement, Roberta Metsola, d'informer la Commission que la proposition de règlement sur l'étiquetage "ne peut entrer en vigueur". Les deux groupes lui ont également demandé de transmettre cette objection au Conseil de l'UE. Alors que dix arrêts de la Cour de justice de l'UE (CJUE) ne laissent aucun doute sur le fait que le Sahara occidental et le Maroc sont deux territoires "séparés et distincts" et que les produits provenant de ce territoire doivent être traités en conséquence, un nouvel accord conclu entre l'UE et le Maroc prévoit le remplacement de la notion de "pays d'origine" par celle de "région d'origine" pour les marchandises originaires du Sahara occidental, en particulier, les deux divisions administratives imposées par le Maroc: Laayoune-Sakia El Hamra et Dakhla-Oued Eddahab.

Des députés européens de tous bords politiques ont remis en question la légalité de la proposition de

la Commission. Le député européen du PPE Herbert Dorfmann a confié à Euractiv que l'approche de l'exécutif "bafouait l'arrêt de la CJUE". Dans un arrêt rendu le 4 octobre 2024, la haute juridiction européenne a expliqué qu'"en tant que produits importés dans l'Union européenne, les melons et les tomates récoltés au Sahara occidental doivent indiquer leur pays d'origine en vertu de la réglementation de l'Union", soulignant que "cette mention doit nécessairement figurer sur les produits et ne doit pas être trompeuse, raison pour laquelle leur étiquetage doit indiquer le Sahara occidental comme étant leur pays d'origine".

La députée européenne Patriote Mireia Borrás reproche à l'exécutif européen son "audace".

"Nous ne sommes pas ici pour servir de bureau commercial au Maroc", a-t-elle déclaré. L'écologiste Thomas Waitz a affirmé que la proposition "violait le droit international" et a souligné que les consommateurs avaient besoin d'un étiquetage clair.

Du côté de La Gauche, Lynn Boylan, rapporteure pour la région du Maghreb au sein de la commission du Commerce international (INTA), a expliqué que la Commission n'avait pas démontré "de manière

significative" en quoi la proposition était conforme à l'arrêt de la CJUE, qualifiant son refus de répondre à des questions juridiques fondamentales de "profondément préoccupant".

Elle a même averti que l'approche de la Commission européenne risquait d'entraîner un nouveau revers devant la CJUE, nuisant à la crédibilité de l'UE.

Jeudi, lors d'un débat en commission Agriculture et développement rural (AGRI) du Parlement européen, les députés ont vivement critiqué cette proposition de la Commission européenne visant à modifier le règlement de l'UE afin d'introduire une dérogation aux règles de l'Union en matière d'étiquetage d'origine.

L'Observatoire international de surveillance des ressources naturelles du Sahara occidental (Western Sahara Resource Watch) a relevé, ce jour-là, un niveau de colère "très inhabituel", soulignant que cela "témoigne de graves préoccupations institutionnelles quant à une possible atteinte à la protection des consommateurs, à la jurisprudence contraignante de la CJUE et à la modification de la législation interne de l'UE dans le seul but d'éviter de mentionner le Sahara occidental".

le chef Domingos Simoes Pereira n'a pu se présenter.

La candidature de M. Pereira a été rejetée par la Cour suprême qui a jugé que son dossier avait été déposé trop tardivement.

Le PAIGC, parti historique ayant mené le pays à l'indépendance en 1974, a été exclu également pour un dossier trop tardif - des législatives qui se tiennent également dimanche, durant lesquelles seront élus les 102 députés du Parlement. Celui-ci a été dissous en décembre 2023, alors qu'il était dominé par l'opposition, par le président Embalo qui gouverne depuis par ordonnances.

Plus de 6 700 membres des forces de l'ordre, dont des éléments de la force de stabilisation de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao). L'espace aérien ainsi que les frontières terrestres et maritimes sont fermés toute la journée de dimanche.

nomades". L'Organisation a précisé que le camp de Tawila a accueilli plus d'un million de déplacés depuis l'éclatement du conflit entre l'armée et les FSR, le 15 avril 2023.

Les violences récentes à El-Fasher, capitale du Nord-Darfour, ont, à elles seules, entraîné l'arrivée de "centaines de milliers de nouveaux déplacés dans le camp, dans des conditions catastrophiques marquées par la faim, les blessures et une extrême précarité", a ajouté la même source. Pour sa part, le Réseau des médecins soudanais a indiqué, vendredi, que ses équipes ont documenté la mort de 23 enfants atteints de malnutri-

SOUDAN

Plus de 1700 enfants souffrent de malnutrition sévère dans le camp de Tawila

Au moins 1 700 enfants souffrent de malnutrition sévère dans le camp de déplacés de Tawila, au Nord-Darfour, l'un des plus grands sites d'hébergement du Soudan, du fait des attaques et du blocus imposé par les Forces de soutien rapide (FSR), a alerté une organisation locale.

Selon la Coordination générale des personnes déplacées et des réfugiés, "les deux tiers de la population soudanaise ont désormais besoin d'une aide humanitaire urgente, que ce soit dans les camps de déplacés ou au sein des communautés hôtes dans les zones rurales, les villages ou les régions

NIGERIA - ONU

L'ONU tire la sonnette d'alarme après un nouvel enlèvement massif d'élèves au Nigeria

La communauté internationale est une nouvelle fois secouée par un drame humain qui s'ajoute à une longue série de violences contre les établissements scolaires au Nigeria.

La vice-secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, a exprimé samedi une profonde inquiétude après un enlèvement massif perpétré dans une école de l'Etat du Niger.

Elle a appelé à la libération immédiate des élèves et enseignants capturés, rappelant que les écoles doivent être « des sanctuaires de l'éducation et non des cibles ».

Selon les premières informations, 215 élèves de l'école St. Mary's de Papiri avaient été kidnappés aux premières heures de vendredi.

Quelques heures plus tard, ce chiffre a été revu à la hausse par l'Association chrétienne du Nigeria, qui évoque désormais 303 élèves et 12 enseignants arrachés de force à leurs familles.

Le représentant de l'ONU dans le pays, Mohamed Fall, a qualifié la nouvelle de « déchirante », d'autant que cet enlèvement intervient seulement quelques jours après un autre rapt dans l'Etat voisin de Kebbi, où 25 élèves avaient été enlevés.

La répétition de ces attaques met en évidence une spirale d'insécurité qui prend pour cible l'éducation et les communautés les plus vulnérables.

L'ONU a rappelé l'urgence de mettre en œuvre pleinement le Principe des écoles sûres, adopté lors de la conférence internationale d'Oslo en 2015, afin de protéger les établissements scolaires dans les zones à risque.

Ce principe engage les gouvernements à sécuriser les infrastructures éducatives, à former les enseignants et à renforcer la présence sécuritaire autour des écoles.

Le drame actuel dépasse même le souvenir douloureux des 276 jeunes filles de Chibok, enlevées en 2014, événement qui avait suscité une mobilisation mondiale. Cette fois encore, aucun groupe n'a revendiqué l'attaque.

Les autorités nigérianes ont immédiatement déployé des forces de sécurité pour tenter de retrouver les élèves et leurs ravisseurs, tandis que les établissements de l'Etat du Niger ont été fermés jusqu'à nouvel ordre.

Ces enlèvements soulignent la montée persistante des groupes armés dans plusieurs régions du pays, exploitant la faiblesse des infrastructures sécuritaires et la vulnérabilité des écoles isolées.

L'ONU, ainsi que de nombreuses organisations internationales, exhorte le Nigeria à renforcer son dispositif de protection de l'éducation et à redoubler d'efforts pour garantir le retour sain et sauf des élèves enlevés.

R. I.

50 des élèves enlevés dans une école catholique ont réussi à s'échapper

Cinquante élèves parmi les 303 enlevés vendredi dans une école catholique du Nigeria ont échappé à leurs ravisseurs, a annoncé dimanche une association dans un communiqué.

"Nous avons reçu une bonne nouvelle : 50 élèves se sont échappés et ont retrouvé leurs parents", a déclaré l'Association chrétienne du Nigeria dans un communiqué, précisant qu'ils se sont évadés entre vendredi et samedi.

Des hommes armés ont attaqué tôt vendredi l'école catholique mixte Saint Mary, située dans l'Etat du Niger, dans l'ouest du Nigeria, et ont enlevé 303 enfants et 12 enseignants.

Il s'agit de l'un des plus importants enlèvements de masse jamais perpétrés au Nigeria.

Cet enlèvement survient après qu'un autre groupe d'hommes armés a pris d'assaut, lundi, un lycée de l'Etat voisin de Kebbi, d'où 25 jeunes filles ont été enlevées.

Les garçons et filles enlevés à Saint Mary, âgés de huit à dix-huit ans, représentent près de la moitié des 629 élèves de l'établissement.

"Même si le retour de ces 50 enfants qui ont réussi à s'échapper nous apporte un certain soulagement, je vous exhorte tous à continuer de prier pour le sauvetage et le retour sains et saufs des autres victimes", a déclaré le révérend Bulus Dauwa Yohanna, président de la CAN dans l'Etat du Niger et propriétaire de l'école, dans un communiqué.

Le Nigeria reste marqué par un autre enlèvement de masse, celui de près de 300 jeunes filles par les terroristes de Boko Haram à Chibok, dans l'Etat de Borno (nord-est), il y a plus de 10 ans. Certaines d'entre elles sont toujours portées disparues.

APS

APS

PALESTINE

Le Pakistan fustige les attaques répétées de l'armée sioniste à Ghaza

Le Pakistan a dénoncé avec la plus grande fermeté les récentes attaques meurtrières menées par l'entité sioniste dans la bande de Ghaza, estimant qu'elles constituent une violation du droit international et de l'accord de cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre.



Dans un communiqué publié dimanche, le ministère pakistanais des Affaires étrangères a affirmé que "les frappes de l'armée sioniste qui ont provoqué la mort en martyrs de plusieurs ci-

vils palestiniens, dont des femmes et des enfants, ainsi que de nombreux blessés, représentent une violation flagrante du droit international, des résolutions pertinentes de l'ONU ainsi

que du cessez-le-feu". Selon le Pakistan, ces attaques "compromettent les efforts internationaux visant à instaurer une paix et une stabilité durables dans la région".

Le ministère pakistanais a appelé la communauté internationale "à agir immédiatement pour mettre fin à l'impunité dont bénéficie l'entité sioniste et aux violations du cessez-le-feu, tout en respectant le droit international des droits de l'homme et le droit humanitaire".

Au moins 22 Palestiniens sont tombés en martyrs samedi dans des frappes de l'armée sioniste visant plusieurs secteurs dans la bande de Ghaza, selon les autorités palestiniennes.

Un hiver dur menace les déplacés (MSF)

L'aide humanitaire atteignant Ghaza demeure insuffisante malgré le cessez-le-feu, a alerté le coordinateur d'urgence de Médecins sans frontières à Ghaza (MSF), Franz L'v, avertissant que s'il n'y a pas d'amélioration tangible, les personnes dans l'enclave palestinienne seront à nouveau confrontées à des conditions hivernales difficiles.

"Le cessez-le-feu est très fragile et l'aide humanitaire n'arrive pas clairement", a souligné

M. L'v, dans une interview accordée à des médias vendredi, précisant que les Palestiniens n'ont pas assez de tentes pour se protéger de la pluie et du froid.

Constatant que "la douleur n'est pas terminée", en dépit de la trêve conclue le 10 octobre dernier, le responsable a également expliqué que "l'aide humanitaire s'est presque complètement arrêtée depuis", et qu'"il n'y a pas une seule installation de santé fonctionnant à

pleine capacité dans l'enclave palestinienne".

Aussi, il a relevé qu'un grand nombre de Palestiniens sont tombés en martyrs à cause de l'escalade des violations de l'occupation sioniste, notant que la plupart des attaques provenaient d'une zone que l'armée sioniste appelait "ligne jaune" à Khan Younes, au sud de Ghaza, alors que les Palestiniens ne connaissent même pas l'emplacement exact de cette "ligne".

Près de 1.000 colons sionistes prennent d'assaut l'esplanade d'Al-Aqsa

Au moins 921 colons sionistes ont pris d'assaut, dimanche, l'esplanade de la mosquée Al-Aqsa, dans la ville d'El-Qods occupée, sous la protection de la police de l'occupation sioniste, a rapporté l'agence de presse palestinienne Wafa.

Les colons, qui se sont introduits dans l'enceinte de la mosquée par groupes successifs du côté de la porte des Maghrébins,

ont mené des marches provocatrices et effectué des rituels talismudiques dans ses cours, précise l'agence Wafa, qui cite le gouvernorat d'El-Qods.

Depuis le début de l'agression génocidaire sioniste contre le peuple Palestinien à Ghaza et en Cisjordanie, en octobre 2023, les forces d'occupation ont renforcé leurs mesures militaires aux portes d'Al-Aqsa et aux entrées

de la vieille ville d'El-Qods, ajoute la même source.

Troisième Lieu-Saint de l'Islam, la mosquée Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et soldats sionistes.

Ces actes visent à judaïser la ville d'El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

Le MAE palestinien appelle à une intervention internationale pour mettre un terme à l'agression sioniste à Ghaza

Le ministère palestinien des Affaires étrangères et des Expatriés a fermement condamné la poursuite des massacres sionistes dans la bande de Ghaza, en violation flagrante de toutes les lois et normes humanitaires et internationales, ainsi que de l'accord de cessez-le-feu, appelant à une intervention internationale pour mettre un terme à l'agression génocidaire dans l'enclave palestinienne.

L'agression sioniste ayant entraîné samedi la mort en martyrs de 24 Palestiniens et plusieurs dizaines de blessés, à la suite du bombardement systématique de maisons et de zones résidentielles densément peuplées, "constitue une violation flagrante des efforts internationaux visant à instaurer la paix dans la région", a indiqué le MAE palestinien dans un communiqué relayé par l'agence de presse Wafa.

Le ministère a souligné que la

poursuite de cette politique d'agression est une preuve de plus que l'entité sioniste "s'efforce de saper les chances de paix et les efforts internationaux, tout en continuant d'imposer des politiques brutales sur le terrain, sans se soucier des principes les plus fondamentaux des droits de l'homme ou du droit international". Dans ce contexte, la diplomatie palestinienne a appelé le Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités et a également exhorté la communauté internationale, en particulier les États garants de l'accord de Charm el-Cheikh, et au premier rang desquels l'administration américaine, à assumer pleinement leurs responsabilités.

Le ministère a aussi appelé à "exercer une pression immédiate sur l'occupant sioniste afin de le contraindre à se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, en commençant

par la mise en œuvre de la deuxième phase de la résolution du Conseil de sécurité relative à la bande de Ghaza, une étape essentielle pour protéger les civils Palestiniens et garantir le respect des accords internationaux".

Il a indiqué que "la pression internationale est le seul moyen pour mettre un terme à l'agression sioniste, de protéger la vie des civils Palestiniens et de commencer immédiatement à mettre en œuvre de véritables solutions politiques qui mènent à la fin de l'occupation et à l'instauration d'une paix juste et durable dans la région".

L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 69.733 martyrs et 170.863 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon un nouveau bilan communiqué samedi par les autorités sanitaires palestiniennes.

TURQUIE - COP31

COP31 : Erdogan salue un accord inédit entre Turquie et Australie pour organiser la conférence climatique mondiale



Lors du sommet du G20 à Johannesburg, le président turc Recep Tayyip Erdogan a annoncé un accord historique conclu avec l'Australie pour l'organisation de la COP31, la grande conférence annuelle des Nations unies sur le climat prévue en novembre 2026.

Un compromis inédit a été trouvé pour surmonter la rivalité qui opposait les deux pays, chacun souhaitant accueillir l'événement. Selon M. Erdogan, ce consensus « très important » permettra à la Turquie d'accueillir la conférence dans la station balnéaire d'Antalya, tout en assurant la présidence officielle de cette réunion diplomatique majeure. L'Australie, de son côté, exercera la vice-présidence et prendra en charge la présidence des négociations, élément clé de la conférence.

Les règles des Nations unies imposant un choix par consensus, aucun pays n'a pu se retirer de la course sans accord préalable. Cet arrangement équilibré permet donc de débloquer la situation, tout en reflétant la volonté des deux États de jouer un rôle central dans la diplomatie climatique mondiale.

En signe de reconnaissance envers la volonté initiale de l'Australie d'impliquer ses voisins du Pacifique, la « pré-COP » "rencontre technique qui précède d'un mois la conférence principale" se tiendra dans un pays insulaire du Pacifique, renforçant ainsi la dimension régionale et solidaire de l'événement.

La Turquie voit dans cette co-organisation une occasion de renforcer son positionnement international en matière d'environnement et de transition climatique. L'Australie, quant à elle, obtient un rôle déterminant dans la conduite des négociations, un aspect crucial au moment où la communauté mondiale tente d'accélérer l'action contre le réchauffement climatique.

La COP31 s'annonce ainsi comme une édition déterminante, marquée par un partenariat inédit et par une volonté partagée de donner un nouvel élan à la lutte contre le dérèglement climatique.

R. I.

NÉPAL

Plus de 800.000 nouveaux électeurs inscrits pour les législatives de mars

La Commission électorale du Népal a annoncé dimanche avoir enregistré près de 838.000 nouveaux électeurs pour les législatives de mars, les premières depuis la révolte qui a conduit en septembre à la chute du gouvernement.

"Un total de 837.094 noms ont été enregistrés", a déclaré Narayan Prasad Bhattarai, porte-parole de la Commission électorale.

Selon M. Bhattarai, 123 partis s'étaient enregistrés vendredi auprès de cette Commission, dont 40 nouvelles formations dont la candidature pour le scrutin du 5 mars prochain est en cours d'examen.

Plus de deux mois après une contestation populaire, un grand nombre de Népalais, notamment des jeunes, ont décidé de participer au vote, dans l'espoir d'apporter un nouveau souffle à ce pays de 30 millions d'habitants.

Le 8 septembre, des milliers de jeunes ont défilé dans les rues du pays pour dénoncer le blocage des réseaux sociaux et la corruption des élites politiques qui se partagent le pouvoir depuis l'abolition de la monarchie en 2008.

APS

TLEMCCEN 22 pays au 15^e Festival international de la miniature et de l'enluminure prévu du 26 au 30 novembre

Le 15^e Festival culturel international de la miniature et de l'enluminure, prévu du 26 au 30 novembre à Tlemcen, accueillera 22 pays, dont l'Egypte en invité d'honneur et rendra hommage à l'artiste algérien Ali Karbouche pour l'ensemble de sa carrière, a indiqué samedi le commissaire de cet événement, Belhadj Tarchaoui.



S'exprimant lors d'une conférence de presse tenue à l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts à Alger, M. Tarchaoui a précisé que cette 15^e édition, qui se tiendra au Palais de la culture "Abdelkrim-Dali" à Tlemcen, "réunira 22 pays, parmi lesquels l'Iran, la Turquie, le Pakistan, l'Indonésie, la Syrie, le Japon, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, le Yémen, la Tunisie, les Etats-Unis et le Nigeria, avec l'Egypte en invitée d'honneur".

Le commissaire de cet événement a affirmé que ce festival, placé cette année sous le slogan "Parlons une seule langue", vise à "élargir les participations internationales dans l'art de la miniature et de l'enluminure, tout en privilégiant une ouverture vers la dimension africaine, afin d'explorer de nouveaux horizons liés à l'identité continentale".

Selon M. Tarchaoui, cette édition "mettra en lumière le parcours singulier d'Ali Karbouche", considéré comme l'un des figures marquantes de ce domaine artistique qui a enrichi l'art de la mini-

ature par des idées nouvelles tout en respectant ses standards traditionnels", ce qui lui a permis, a-t-il ajouté, de "participer à de nombreuses manifestations nationales et internationales et d'obtenir plusieurs distinctions".

Au programme de ce festival également un colloque international intitulé "L'Enluminure et les miniatures algériennes", qui réunira des universitaires et des experts sur plusieurs thèmes comme, la "Composition dans la miniature algérienne", l'"Evolution de l'Enluminure chez Mohammed Racim, l'expression du patrimoine et l'esthétique identitaire dans la miniature algérienne", ainsi que les "Complémentarités artistiques, esthétiques et fonctionnelles entre l'enluminure et la calligraphie arabe".

Le commissaire a indiqué en outre que le festival consacrera des "ateliers de formation au profit des étudiants des instituts des Beaux-Arts, animés par des encadreurs internationaux venus d'Ouzbékistan, d'Algérie, de Jordanie, de Tur-

quie et du Koweït. Ces ateliers porteront sur diverses techniques liées à la miniature et à l'enluminure, pertinentes et nécessaires selon M. Tarchaoui, à la "mise en valeur de l'essence et l'importance des échanges culturels et artistiques à travers la formation, essentielle pour préserver l'avenir de ces arts en Algérie".

Comme lors des précédentes éditions, cette nouvelle édition proposera également un concours international de miniature et d'enluminure, soumis à l'appréciation d'un jury présidé par M. Abdelkader Boumala, aux côtés de MM. Ahmed Khalili et Mezwar Abdelrazak (Algérie), Faleh Hassan Al-Douri (Irak) et de Mme. Aicha Uysal (Turquie).

Le festival abritera enfin "une exposition des œuvres des participants, ainsi qu'une autre regroupant les travaux des lauréats des éditions précédentes du concours international de miniature et d'enluminure, organisées entre 2021 et 2024" a conclu le commissaire de cette 15^e édition.

EL BAYADH Lancement de la Semaine culturelle de la wilaya d'Annaba

La Semaine culturelle de la wilaya d'Annaba à El Bayadh a débuté dimanche à la Maison de la culture et des arts Mohamed-Belkheir, offrant au public l'occasion de découvrir le patrimoine matériel et immatériel de cette wilaya de l'est du pays, a indiqué la Direction de la culture et des arts.

Selon Fadhlaoui Ghrissi, chargé de l'information, un programme riche et varié a été élaboré pour cette manifestation culturelle placée sous le slogan : "Notre culture nous unit et l'Algérie nous rassemble".

Il comprend des expositions de produits d'artisanat traditionnel, tels que les habits traditionnels d'Annaba et la poterie, ainsi qu'une exposition de photos de maîtres du chant populaire et du malouf, générées par intelligence artificielle, accompagnées de panneaux explicatifs valorisant les sites et monuments historiques protégés de la wilaya d'Annaba.

L'événement propose également une exposition d'arts plastiques de l'artiste Mohamed Demmiss, une exposition de manuscrits de l'artiste Abed Mohamed, ainsi qu'une exposition de livres historiques de l'enseignant Boudjemaa Redjem.

Des vidéos présentant le patrimoine matériel et immatériel de la wilaya seront également projetées.

Des performances artistiques figurent au programme, notamment des concerts de malouf assurés par l'artiste Mourad Racheff, des récitations poétiques du poète Mohamed Salah Ben-Yaghla, une représentation d'un monodrame intitulé "L'anniversaire" présentée par l'association Ez Zahraa, ainsi que des contes pour enfants animés par l'enseignante Zahrat El Foul Boumezbar.

Par ailleurs, une visite touristique a été organisée pour la délégation d'Annaba afin de découvrir les différents sites touristiques de la région de Brezina.

Pour rappel, la wilaya d'Annaba avait accueilli la Semaine culturelle de la wilaya d'El Bayadh du 30 août au 3 septembre derniers.

ORAN Exposition de Djamila Oum El Kheir Kelilich, "Le voyage des couleurs vers la mémoire de la trace"

Une exposition de l'artiste plasticienne Djamila Oum El Kheir Kelilich, intitulée "Le voyage des couleurs vers la mémoire de la trace", a été inaugurée samedi au Musée public national d'art moderne et contemporain d'Oran.

Cette exposition présente plus de 60 tableaux mêlant art abstrait, expressionnisme, réalisme et créations issues de l'art moderne contemporain.

Chacune des œuvres se distingue par un style unique qui invite le spectateur à dialoguer avec les coups de pinceau, l'emmenant dans un véritable voyage au cœur du monde des couleurs.

visible jusqu'au 25 décembre, cette manifestation constitue la première exposition individuelle de l'artiste.

Elle y révèle plus de 20 ans d'études et de recherche artistique, donnant naissance à des œuvres débordant d'émotions et du plaisir de l'art visuel, qui incitent le public à la contemplation et à l'interprétation, a expliqué Mme Kelilich à l'APS.

Le bleu domine la majorité de ses créations, la plasticienne utilisant le couteau pour donner une profondeur vivante à ses tableaux, technique qui, selon un amateur d'art présent, offre une grande liberté dans le traitement des couleurs.

Certaines œuvres mettent également en valeur la beauté des villes algériennes, leur authenticité et leurs paysages enchanteurs, immortalisant des images gravées dans la mémoire des visiteurs.

A noter que Djamila Oum El Kheir Kelilich, diplômée de l'Ecole supérieure des beaux-arts d'Alger, a participé à plusieurs expositions collectives à travers le pays. Elle enseigne actuellement à l'Institut des arts de l'Université d'Oran ainsi qu'à l'Ecole régionale des beaux-arts d'Oran, qu'elle a dirigée par le passé.

APS

THÉÂTRE RÉGIONAL CHEBAH EL MEKKI À BISKRA La générale de la pièce "Ghadhbat El Bey" mardi prochain



La générale de la nouvelle œuvre du théâtre régional Chebah El Mekki de Biskra, intitulée "Ghadhbat El Bey", sera présentée mardi prochain, a-t-on appris samedi auprès de son

metteur en scène Karim Boudchiche.

Dans une conférence de presse animée en ce théâtre, Boudchiche a précisé que la pièce basée sur un texte du Pr. Hamid Allaoui et adapté à la

scène par Saïd Boulmerka aborde le combat du résistant Ahmed Bey à Constantine en 1836 puis dans les Aurès et à Biskra. Quintessence d'une expérience artistique moderne, cette œuvre

dont le montage a pris deux années offrira plaisir et surprises au public qui sera invité à découvrir les talents des artistes Tarek Louiz qui interprète le rôle d'Ahmed Bey ainsi que des comédiens Saïd Djenane, Hamza Diab et Baya Mohamedi, a ajouté le metteur en scène. Ahmed Khoussa, directeur de ce jeune théâtre régional, a relevé que cette pièce a été réalisée avec un financement du ministère de la Culture et des Arts au titre de la saison 2025 et a connu la mise en scène de plusieurs techniques du théâtre moderne tout en offrant aux comédiens locaux la chance d'affirmer leurs talents.

CLÔTURE DU HACKATHON NATIONAL D'INNOVATION "TECH INNOV" Distinction de 9 équipes lauréates

Les activités du hackathon national d'innovation "Tech Innov", se sont clôturées, dimanche à Alger, par la distinction de neuf (9) équipes lauréates dans un concours dédié au "développement de solutions numériques innovantes pour des secteurs socioéconomiques".

La cérémonie de clôture s'est déroulée au Pôle scientifique et technologique Chadid Abdelhafid-Ihaddaden de Sidi Abdelah, en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari et du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Noureddine Ouadah, ainsi que d'enseignants, d'étudiants et de représentant de la société "Djezy".

A cette occasion, M. Baddari s'est félicité des innovations des étudiants algériens, soulignant que le hackathon dédié à l'innovation numérique et aux utilisations avancées du réseau 5G constitue "un événement important et un pilier essentiel pour l'établissement des bases d'une économie de la connaissance et d'une économie numérique que l'Algérie construit grâce à ces jeunes à travers des solutions innovantes et créatives liées au réseau de téléphonie mobile de la 5G". Par leurs innovations, ces étu-



dians participent à l'édification d'une économie fondée sur la connaissance et le numérique, pour que l'Algérie devienne "un pays émergent", a-t-il ajouté.

Concernant le Hackathon organisé par Djezy, M. Baddari a souligné qu'il permettra aux jeunes spécialisés en intelligence artificielle, logiciels, informatique, calcul et d'autres spécialités de pointe de cette ère,

de "créer des start-up pour intégrer les marchés de l'innovation, de la créativité et de l'économie numérique".

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises a salué, quant à lui, cette initiative qui "réunit une entreprise économique pionnière, des étudiants et enseignants universitaires", soulignant que la synergie

entre l'entreprise économique et l'université, compte "parmi les principaux facteurs du développement d'une économie fondée sur la connaissance".

M. Ouadah a souligné que son secteur œuvrait, en coopération avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et d'autres secteurs pour que l'Algérie soit "pionnière dans ce domaine et que la technologie algérienne trace les contours d'une nouvelle économie nationale reposant sur les jeunes, la connaissance et la technologie".

Le concours a vu la participation d'étudiants d'universités et d'écoles supérieures, issus de différents wilayas, dans des domaines comme le développement de solutions numériques innovantes et de haut niveau. Neuf (9) équipes appartenant à l'Ecole nationale supérieure de l'intelligence artificielle représentant les universités de Sétif, El-Tarf et Sidi Bel-Abbès, ont décroché les premières places.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Après Universal, Warner s'entend avec la plateforme de musique IA "Udio"

La plateforme américaine de musique générée par intelligence artificielle (IA) "Udio" a annoncé mercredi un accord de licence avec le géant "Warner Music Group", quelques jours seulement après un partenariat similaire avec sa rivale "Universal Music Group".

Lancé en avril 2024, Udio était jusqu'ici dénoncé par une partie de l'industrie musicale car ayant construit son logiciel à partir de morceaux utilisés sans autorisation et sans rémunération.

La start-up et sa concurrente "Sunu", au modèle similaire, sont visées par de nombreuses procédures judiciaires pour violation de la propriété intellectuelle.

Mais Udio a finalement décidé de rentrer dans le rang

en s'accordant avec les "majors", les grands labels musicaux, et s'éviter l'aléa d'une décision de justice qui pourrait menacer son existence.

Tout comme avec Universal, ce rapprochement avec Warner devrait mener à l'abandon des poursuites devant la justice civile américaine. Udio se prépare à lancer, en 2026, une nouvelle plateforme sur laquelle les utilisateurs pourront faire des remix, des reprises ou créer de nouvelles chansons en utilisant la voix et les compositions des artistes qui en accepteront le principe, selon un communiqué.

Warner, de même qu'Universal, ont accepté, en vertu des accords passés avec Udio, que ceux de leurs artistes qui

souhaiteront participer y soient autorisés. L'utilisation de leur musique pour des créations IA "créée de nouvelles sources de revenus pour les artistes et les compositeurs, tout en garantissant que leur œuvre reste protégée", assure Warner Music Group, ajoutant qu'ils seront "rémunérés et référencés pour tout morceau IA qui puiserait dans leur œuvre". Universal et Warner ayant mis fin à leur contentieux avec Udio, "Sony Music" est désormais le seul des trois grands éditeurs de musique populaire à ne pas s'être entendu avec la plateforme. Udio s'est engagé à mettre en place, en parallèle, des mesures destinées à "protéger les droits des artistes et des compositeurs".

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE BENI ABBES
IDENTIFICATION FISCALE N° : 422024000052232

AVIS DE GRE A GRE APRES CONSULTATION N°...../2025

Intitulé de l'opération : ETUDE, SUIVI ET REALISATION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DU SITE 292 RH COMMUNE DE BENI ABBES, WILAYA DE BENI ABBES
(CITES D'HABITAT INTEGRES 2018)

Madame la Directrice des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes lance un avis d'appel d'offre national Ouvert APRES INFRUCTUOSITE avec exigence de capacités minimales portant sur:

LA REALISATION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DU SITE 292 RH COMMUNE DE BENI ABBES, WILAYA DE BENI ABBES (CITES D'HABITAT INTEGRES 2018)

Ne sont éligibles au présent appel d'offre que les entreprises satisfaisantes obligatoirement aux critères suivantes :

- Capacité professionnelle :**
 - Être qualifiées en bâtiment activité principale, catégorie 3 ou plus
- Capacité financière :**
 - Ayant un minimum de chiffre d'affaire de la moyenne des trois dernières années (2021-2022-2023) : 40.000.000,00 DA
- Capacité technique :**
 - Moyens humains : un chef de projet ayant au moins un ingénieur ou Master en génie civil ou architecture d'un minimum d'expérience de 2 ans justifiés par les CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS, Fiche carrière CNAS et les certificats ou attestations de travail.
 - Référence professionnelles : ayant réalisé au moins un projet portant sur travaux d'équipement public catégorie B ou plus justifiés par les attestations de bonne exécution.
- En cas de groupement :**
 - Se référer au cahier des charges

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offre peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes sis Rue Elmodjahid Lamtoutech Bahous Beni Abbes., Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné.

Le dossier présenté par le soumissionnaire doit être composé de Trois plis comme suit :

*Pli de l'offre de candidature * Pli de l'offre technique *Pli de l'offre financière (selon les prescriptions contenues dans le cahier des charges) et doivent être insérés dans une enveloppe fermée anonyme ne comportant que les mentions suivantes :

« à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – appel d'offres pour LA REALISATION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE TYPE 2 AU NIVEAU DU SITE 292 RH COMMUNE DE BENI ABBES, WILAYA DE BENI ABBES (CITES D'HABITAT INTEGRES 2018)

À l'adresse suivante : Direction des Equipements publics de la wilaya de Beni Abbes Rue Elmodjahid Lamtoutech Bahous

Présentation des offres :

L'offre technique : les documents exigés dans le cahier des charges (article 10 page 24)

L'offre financière : les documents exigés dans le cahier des charges (article 10 page 24)

L'offre financière : les documents exigés dans le cahier des charges (article 10 page 24)

La durée de préparation des offres est à DIX (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'appel d'offre dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00, cette date est reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (candidature, technique et financier) de à une seule séance publique, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h15 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 11h15

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

DK NEWS

Anep : 2516036537 du 24/11/2025

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE BARAKI
COMMUNE DE SIDI MOUSSA
NIF : 41000200001608501036

AVIS D'ANNULATION D'UNE ATTRIBUTION PROVISOIRE

N° : 24/2025

Conformément aux dispositions du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant Réglementation des marchés publics et délégation du service public, et aux dispositions de la loi N° : 23-12 du 18 muharram 1445 correspondants au 5 aout 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics.

Le président de l'assemblée populaire communale de sidi moussa informe l'ensemble des soumissionnaires concernés par l'avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale

N°: 51/2025, Paru Dans les journaux quotidiens: **الرأي الحر** "daté le 20/03/2025 " et

«DK NEWS» daté le 23/03/2025 et le BOMOP,

Que L'annulation de l'avis d'attribution provisoire N° : 75/2025 paru dans les journaux : **الرأي الحر** " et " DK NEWS " date le : 26/04/2025, et le BOMOP.

Relative à l'opération suivante:

(23 lots) أشغال تجديد شبكة التطهير أولاد علال الشطر الرابع

a cause de : la commission des marchés a refusé l'approbation du marché suite au PV N°:36/2025 daté le 17/11/2025.

DK NEWS

Anep : 2516036459 du 24/11/2025

Programme de la soirée

TF1 21:10

Menace imminente
Saison 1



À peine débarqué en France, le colonel Zeev Abadi (Patrick Bruel), légende des services secrets israéliens, apprend qu'un logiciel de sa fabrication, particulièrement redoutable, vient d'être dérobé. Au côté de Fleur Giroud (Natacha Lindinger), membre de l'antiterrorisme, il n'a que 72 heures pour éviter une catastrophe mondiale.

France 2 21:10

Mort sur terre battue



Mandaté par Stroth, Kevin est parvenu à retrouver Gwendolyn Stroth, la mère du criminel, qui vit désormais sous le nom d'Abigail Atwood. Provenza et son équipe ont également réussi à retrouver la vieille femme, désormais atteinte de démence sénile, et difficile à interroger. Hunt Sandford, élevé comme un fils par Abigail, est bien décidé à aider la police en leur fournissant des images de caméra de surveillance installées dans la maison de la vieille dame. Mais celles-ci, corrompues, rendent difficile l'identification de Kevin. L'équipe comprend alors que leurs appareils ont été piratés.

France 3 21:10

Pale Rider, le cavalier solitaire



En pleine ruée vers l'or, au cœur des montagnes sauvages de la Californie, une modeste communauté minière se bat pour survivre sous le joug de Coy LaHood (Richard Dysart), un magnat sans scrupules qui règne en maître sur la région. Ses hommes de main, brutaux et impitoyables, terrorisent les habitants, pillant leurs concessions et réduisant leurs espoirs en poussière. Parmi eux, Hull Barrett (Michael Moriarty), un mineur idéaliste, tente désespérément de protéger sa famille et ses voisins, tandis que Sarah Wheeler (Carrie Snodgrass), une femme au passé trouble, voit son avenir s'assombrir chaque jour davantage.

CANAL+ 21:06

Validé
Saison 3



En plein succès, le label Apash Music fait signer un duo de rappeurs prometteurs. Mais des rivalités, des jalousies et une guerre d'ego entre leurs jeunes pépites compromettent leur trajectoire ascendante.

6 21:10

L'amour est dans le pré Saison 20



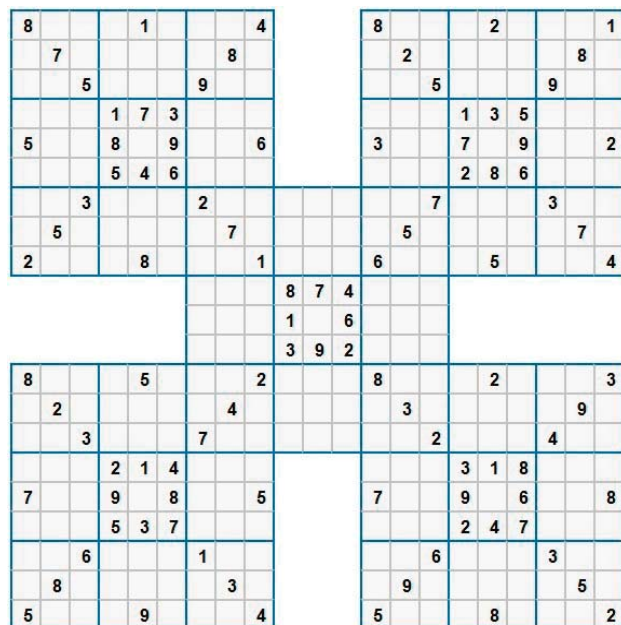
Du recul, de la distanciation et beaucoup d'humour et d'amour, voilà les ingrédients que les candidats de la 20e saison de 'L'amour est dans le pré' vont partager dans ce premier bilan. Karine Le Marchand, qui a observé et écouté tout le monde pendant ces semaines sentimentales, fait le lien entre les agriculteurs et les agricultrices qui ont pris des risques pour construire leurs histoires. Entre ceux qui ont trouvé l'âme soeur et ceux qui cherchent encore, toute la gamme des émotions est passée en revue dans cet épisode, placé sous le signe de la bonne humeur.

Jeux

Samourai-Sudoku n°2863

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



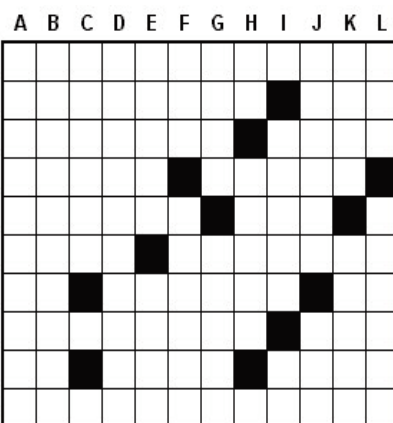
**"Que pour être efficace il faut
cacher ses intentions!"**
Machiavel

Mots croisés n°2863

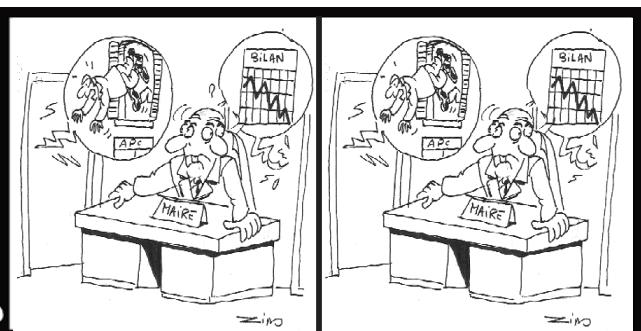
Horizontalement:
Verticalement:

- 1 - Troubler
- 2 - Dégagera - Support de chef
- 3 - Astreignante - Transi
- 4 - Droit féodal bien remis à la mode - Croupe de chevreuil
- 5 - Herbacées irritantes - Mauvais point de chute
- 6 - A toi - Evacuer par miction
- 7 - C'est-à-dire - Convention - Il vaut bien l'argon
- 8 - Trinquerais - A gauche pour le charretier
- 9 - Petit monsieur - Expédition rapide - Atomes non neutres
- 10 - Incontournables

- A - Pouvoir absolu
B - Prises de vues en plein air
C - Couché
D - Native
E - Élégante - Audace
F - Reste à terre - Aspirait
G - Dieu guerrier - Tendu à l'ancienne
H - Gros mot de bébé - Princes orientaux
I - Fruit à cupule - Pronom masculin
J - Fixe solidement - Manoeuvre frauduleuse
K - Dieu de la bise - Minuscule
L - Mauvaise école - Faux brillant



Terreurs



Mots fléchés géants de force 1 à 3 n°1563

folâtre- raient petit potager	↓	infidé- lité utilités	↓	mise en réserve convien- dra	↓	distendre cité nor- mande	↓	mettent en ordre	↓	amateurs de duels cri de douleur	↓	étoile de mer mises au tombeau	↓
↓		↓		↓		↓		esprits protec- teurs existes	↓			↓	
conti- nuaient	→												
dévastai	↓					sourire enfantin	→						
↓						dehors !	↓						
terme de tennis cadre de Hamlet	→			fine alluvion garde d'enfant	→					après bis	→		
↓				↓						purée	↓		
		passages urbains	→					poudre abrasive outil de réception	→				
lieu de supplices	↓	ultime	↓			sans queue commen- ceront	↓						
↓					rideau	→							un des cinq sens
négation	→			transpi- rent	→	se sou- lagent	↓			lac d'Italie jeu hippique	→		
↓				mais oui	↓								
réfléchir	↓					coupes du labo petits moineaux	→				appris	→	
↓											admet- tons	↓	
filet lumineux domma- ge	→				railleries	→						répéti- tives	↓
↓					diminuer la voile	↓							
				lit avec peine symbole du fer	→						grosse volaille	→	
				↓							facile	↓	
repré- sentée	↓	ralenti- rait	→										
↓		rurale	↓										rous-pète
								nommer	→				
								engrais	↓				
signe de jeune volonté allure	→			genre de mouettes	→						soleil défilé	→	
↓				blessure	↓						abattit	↓	
						régle- ment brossa le cheval	→			bouche- rie vêtement indien	→		
		reptiles sans pattes	→								vieil américain cow-boy de pampa	→	
adineux	↓	regimber	↓										
↓					dupai	→							
					possè- dent	↓							grande nation
mariages parties d'assem- blage	→							unité de surface article de souk	→		aperçu	→	
↓								fanés	→		note du chef	↓	
fructueux	→									lanceuse de navettes	→		

Solution

Sudoku n°2863

8	9	2	6	1	7	3	5	4
3	7	1	9	5	4	6	8	2
6	4	5	2	3	8	9	1	7
9	2	6	1	7	3	5	4	8
5	1	4	8	2	9	7	3	6
7	3	8	5	4	6	1	2	9
4	8	3	7	9	1	2	6	5
1	5	9	4	6	2	8	7	3
2	6	7	3	8	5	4	9	1
5	2	6	8	7	4	3	9	1
9	3	4	1	5	6	7	2	8
1	8	7	3	9	2	5	4	6
8	7	4	6	5	9	3	1	2
1	2	5	7	8	3	6	4	9
9	6	3	1	4	2	7	5	8
6	5	8	2	1	4	9	7	3
7	3	1	9	6	8	4	2	5
4	9	2	5	3	7	5	6	1
3	4	6	8	2	5	1	9	7
2	8	9	4	7	1	5	3	6
5	1	7	3	9	6	2	8	4

Mots Croisés n°2863

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1	D	E	S	O	R	G	A	N	I	S	E	R
2	E	X	T	R	A	I	R	A		C	O	U
3	S	T	R	I	C	T	E			G	E	L
4	P	E	A	G	E			S	E	L	L	E
5	O	R	T	I	E	S		M	A	L		S
6	T	I	E	N			S	U	R	I	N	E
7	I	E		A	C	C	O	R	D		A	R
8	S	U	B	I	R	A	I	S		D	I	A
9	M	R		R	A	I	D			I	O	N
10	E	S	S	E	N	T	I	E	L	L	E	S

Grille géante n°1563

• J	• P	• A	• I	• E	• E	• C	• B	• A
• P	• O	• D	• N	• U	• T	• V	• L	• E
• O	• L	• L	• S	• I	• O	• I	• A	• S
• L	• E	• T	• E	• U	• R	• S	• E	• M
• E	• N	• F	• R	• E	• T	• A	• N	• T
• N	• I	• S	• I	• S	• U	• E	• R	• O
• M	• A	• P	• E	• I	• A	• R	• O	• N
• D	• E	• P	• F	• F	• R	• I	• N	• T
• S	• T	• Y	• A	• L	• E	• S	• T	• L
• G	• R	• A	• S	• I	• O	• N	• S	• P
• U	• N	• I	• O	• N	• S	• E	• T	• A
• T	• R	• E	• N	• T	• A	• B	• L	• E

VOLLEY-BALL - FORMATION

Clôture du stage international FIVB de niveau III à Fouka

Le stage international de formation des entraîneurs de niveau III, placé sous l'égide de la Fédération internationale de volley-ball (FIVB), a pris fin samedi au Centre national de regroupement et de préparation de l'élite sportive de Fouka (Tipasa), a indiqué la Fédération algérienne de volley-ball (FAVB).

La cérémonie de clôture a été présidée par le président de la FAVB, Mohand Tamadartaza, qui a remis des diplômes aux 29 stagiaires, dont 10 entraîneurs étrangers représentant plusieurs pays africains : Tunisie (1), Bénin (5), Cameroun (2) et Sénégal (2). Les deux experts internationaux FIVB ayant assuré cette formation, à savoir l'Allemand Peter Nonnenbroich, spécialiste reconnu de la méthodologie d'entraînement et de la performance, et la Kazakh Yelena Pavlova, ancienne internationale et experte en développement du volley-ball féminin, ont également honorés par la FAVB.

"Aujourd'hui, je suis très fier

pour l'instance fédérale que je préside et pour l'Algérie d'avoir organisé cette session internationale de formation des entraîneurs de niveau III. Cette formation constitue un jalon essentiel dans la politique de développement de la fédération, car il permettra de doter le volley-ball algérien d'un encadrement technique hautement qualifié", a déclaré Mohand Tamadartaza, président de la FAVB. Cette session, considérée comme la plus prestigieuse du cursus de certification FIVB, s'inscrit dans le cadre du programme mondial de développement et de perfectionnement des cadres techniques. Elle vise à renforcer les compé-



tences pédagogiques, scientifiques et méthodologiques des entraîneurs participants.

A travers cette action, la FAVB entend élever le niveau technique des cadres nationaux, pro-

mouvoir la formation continue et renforcer les échanges internationaux.

JUDO - OPEN AFRICAIN DE YAOUNDÉ

Médaille d'or pour l'Algérien Abdeslam Belbelhout chez les -73 kg

Le judoka algérien Abdeslam Belbelhout a décroché la médaille d'or à l'Open Africain de Yaoundé, en battant le Marocain Ilias Jacobs en finale des moins de 73 kilos, au moment où son compatriote Othmane Arboui s'est contenté de la médaille de bronze chez les moins de 100 kg, après sa victoire contre le Camerounais Raoul N'Djima Ehowa, dans le combat pour la troisième place.

Versé dans la poule (D), Belbelhout a été exempté du premier tour. Lors du deuxième tour, il a surclassé le Dominicain Marc Gerardo Viala, avant d'enchaîner, en quart, avec le Camerounais Ebenezer N'Joh N'Dongue Miano.

En demi-finale, il a dominé le Camerounais Enzy Kom Teddy, passant ainsi en finale, où il s'est également imposé devant le Marocain Jacobs.

Pour sa part, Arboui a été versé dans la poule (B) des moins de 100 kilos, et vu le nombre restreint de concurrents dans cette catégorie de

poids, l'international algérien n'a eu besoin que d'une seule victoire, contre le Congolais Charly Mokili, pour se qualifier en demi-finale. Mais il s'y est finalement incliné contre le Camerounais Franck Ulrick Tahman Zan, se contentant ainsi de disputer le match de classement pour la troisième place, où il a dominé le Camerounais Raoul N'Djima Ehowa, s'adjugeant au passage la médaille de bronze.

Selon les organisateurs, 118 judokas (85 messieurs et 33 dames), représentant 20 pays, issus de trois continents, étaient engagés dans cette compétition, disputée en une seule journée, le dimanche 23 novembre.

Le Cameroun, pays hôte de l'événement était de loin le pays le mieux représenté, avec un total de 63 athlètes engagés (42 messieurs et 23 dames), au moment où certaines nations, comme le Bénin, le Gabon, la Côte d'Ivoire, Maurice et l'Afrique du Sud n'ont engagé qu'un seul athlète.

CYCLISME - CHAMPIONNATS D'AFRIQUE

SUR ROUTE - COURSE EN LIGNE U23 ET ELITE

2 médailles pour l'Algérien Oussama Mimouni



Le cycliste algérien Oussama Mimouni a glané deux médailles (une en argent et une autre en bronze), lors de la quatrième et dernière journée des championnats d'Afrique sur route, disputée dimanche après-midi au Kenya, respectivement dans la course en ligne des U23 et des Elite (messieurs).

"Je suis content de ma performance et je tiens à remercier mes coéquipiers pour leur soutien, car ces médailles sont surtout le fruit d'un travail d'équipe. Nous avions espéré un peu mieux, mais une médaille d'argent en U23 et une

autre en bronze chez les senior, c'est déjà pas mal. J'espère que l'avenir sera meilleur", a déclaré le jeune lauréat algérien, dans une interview accordée au site officiel de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), juste après la fin de la course.

La course (Elite) a été remportée par l'érythréen Kudus Merhawi, qui a bouclé les 163,8 kilomètres en 3:53:06, devant son compatriote Aman Awet, ayant réussi le même temps, au moment où Mimouni a complété le podium, avec cinq secondes de retard.

Chez les U23, c'est Aman

Awet qui l'a emporté, en 3:53:06, devant l'Algérien, ayant donc glané la médaille d'argent dans cette catégorie d'âge.

L'Algérie termine la compétition avec un total de sept médailles : Deux or, deux argent et trois bronze.

Pour rappel, les médailles d'or ont été l'œuvre de Nesrine Houili et Saâd Bechelagh, alors que les breloques en argent ont été l'œuvre d'Abdallah Allal et Oussama Mimouni, qui a glané également une des trois médailles en bronze.

Les deux autres médailles de bronze ont été l'œuvre d'Ahmed Lyes Gagueche et la sélection nationale du relais mixte "messieurs et dames", qui avait terminé 3e, derrière Maurice et le Rwanda.

Cette édition 2025 des championnats d'Afrique sur route a enregistré la participation de 274 athlètes, représentant 30 pays, dont l'Algérie, qui a pris part à la compétition avec un effectif de 16 coureurs de différentes catégories d'âge : cadets, juniors et Elite (messieurs et dames), sous la conduite du Directeur technique national (DTN), Réda Kahlal.

BOXE - CHAMPIONNAT RÉGIONAL (CADETS ET JUNIORS)

Les jeunes pugilistes de Tiaret brillent à Oran

Les jeunes boxeurs de Tiaret se sont distingués lors du championnat régional Ouest de la catégorie cadette et junior, clôturé samedi soir au Palais des sports Hamou-Boutellis d'Oran. Les représentants de la ligue de Tiaret ont réalisé une performance remarquable

remportant l'ensemble des titres mis en jeu dans les deux catégories, devançant leurs homologues d'Oran et d'Aïn Temouchent. Selon les spécialistes, ce rendez-vous régional du noble art a offert un niveau technique « appréciable », notamment chez les cadets. A l'issue de

cette phase régionale, les vainqueurs de chaque catégorie de poids, chez les cadets comme chez les juniors, sont qualifiés pour la phase finale du championnat d'Algérie, prévue à la fin du mois de décembre prochain, dans un lieu qui reste à déterminer. Organisée sur trois jours

par la Ligue oranaise de boxe, en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline et la Direction locale de la jeunesse et des sports, la compétition a réuni plus de 80 jeunes pugilistes issus des wilayas de Saïda, Tiaret, Aïn Temouchent, Mostaganem et Oran.



LIGUE 2 AMATEUR (11^E JOURNÉE) Biskra creuse l'écart, Témouchent tient son rang

La 11^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, disputée samedi, a permis aux deux leaders, l'US Biskra (Centre-Est) et le CR Témouchent (Centre-Ouest), de conforter leur première place, au terme d'une série de rencontres marquées par plusieurs chocs directs et une lutte toujours plus serrée aux différents étages du classement.

Centre-Est : l'US Biskra prend le large

En déplacement à Magra, l'US Biskra a signé l'une des performances remarquées de la journée en allant s'imposer face au NCM (1-0). Un succès précieux qui permet aux Biskris de porter leur total à 27 points, consolidant ainsi leur statut de leader solide et régulier avec six longueurs d'avance sur les poursuivants.

Derrière, le CA Batna a obtenu le point du match nul chez le NRB Telaghma (0-0), un résultat qui profite avant tout au leader, mais qui permet tout de même au CAB de conserver sa place de dauphin avec 21 points. Dans le groupe dense des poursuivants (19 points), l'US Chaouia a été accrochée à domicile par le MO Béjaïa (1-1), tandis que l'USM Annaba a ar-

raché un succès important devant le CR Béni Thour (2-1), se repositionnant dans la course à l'accession.

La JSD Jijel, en déplacement à Bordj Menaïel, a ramené un point (1-1), alors que le NRB Béni Oulbane s'est offert une belle opération en dominant le MO Constantine (2-0), résultat capital dans la lutte pour le maintien. Cette 11^e journée se poursuivra dimanche (14h00) avec deux affiches du bas de tableau : MSP Batna - IB Khemis El Khechna et AS Khroub - HB Chelghoum Laïd. Des confrontations directes entre relégables, susceptibles de rebattre les cartes dans la zone rouge.

Centre-Ouest : Témouchent toujours aux commandes, les poursuivants en embuscade



Leader avant cette 11^e journée, le CR Témouchent a parfaitement assumé son statut en allant battre la JS Texraïne (3-1). Une victoire renversante qui porte son total à 24 points, maintenant la pression sur ses poursuivants immédiats.

La JS El-Biar, dauphine, a suivi le rythme en disposant de l'US Béchar Djedid (2-0), conservant ainsi la deuxième place avec 23 points, alors que le RC Kouba (21 pts) a réalisé une excellente opération en s'impo-

sant à Tlemcen (2-1), tout comme l'USM El-Harrach (21 pts), vainqueur en déplacement face à l'ASM Oran (1-0).

Le NA Hussein-Dey (20 pts) a confirmé son regain de forme en dominant le CRB Adrar (2-0), alors que l'ESM Koléa également avec 20 points au compteur, a remporté un duel important pour le podium en battant le MC Saïda (1-0). Dans le bas de tableau, le RC Arbaâ a été accroché à domicile par le GC Mascara (0-0), tandis que la

JSM Tiaret et le WA Mostaganem ont partagé les points (1-1), un résultat sans véritable vainqueur dans la course au maintien.

Au terme de cette 11^e journée, les deux groupes offrent désormais un tableau particulièrement resserré, que ce soit pour la course pour l'accession ou la lutte pour le maintien. Les écarts minimes entre les poursuivants laissent présager une deuxième partie de saison animée et disputée.

LIGUE 2 AMATEUR - GROUPE CENTRE-OUEST (12^E JOURNÉE) Le derby USM El Harrach - JS Texraïne décalé à samedi



La ligue nationale du football amateur (LNFA) a annoncé dimanche avoir procédé à quelques chan-

gements dans le programme de la 12^e journée du championnat national de Ligue 2 amateur, prévue vendredi, samedi et dimanche prochains, notamment dans le derby algérois entre l'USM El Harrach et la JS Texraïne, ayant été décalé de vendredi à samedi.

"Le match USM El Harrach - JS Texraïne, initialement prévu le vendredi 28 novembre pour le compte de la 12^e journée du championnat national de Ligue 2 amateur (Groupe Centre-ouest) se jouera finale-

ment le lendemain, samedi 29 novembre, à 14h00, au stade Mouloud Zerrouki des Eucalyptus" a détaillé l'instance dans un communiqué, diffusé dimanche matin sur son site officiel.

L'USMH, actuellement troisième au classement général, avec 21 points, reste sur une importante victoire en déplacement chez l'ASM Oran (0-1), alors que la JST (14/7 pts) reste sur une défaite à domicile contre le CR Témouchent (1-3).

LIGUE 2 AMATEUR (GR. CENTRE-EST - 11^E J) Les résultats complets et classement

Résultats complets et classement à l'issue des matchs de la 11^e journée du Championnat de Ligue 2 amateur de football, groupe Centre-Est, disputés samedi et dimanche.



LIGUE 2

Samedi :

NC Magra - US Biskra	0-1
NRB Telaghma - CA Batna	0-0
US Chaouia - MO Béjaïa	1-1
USM Annaba - CR Beni Thour	2-1
JS Bordj Menaïel - JSD Jijel	1-1
NRB Beni Oulbane - MO Constantine	2-0

Dimanche :

MSP Batna - IB Khemis El Khechna	1-1
AS Khroub - HB Chelghoum Laïd	2-0

Classement :

	Pts	J
1). US Biskra	27	11
2). CA Batna	21	11
3). US Chaouia	19	11
→). NRB Têlêghma	19	11
→). JSD Jijel	19	11
→). USM Annaba	19	11
7). MO Béjaïa	18	11
8). NC Magra	15	11
9). CR Beni Thour	13	11
10). MO Constantine	12	11
→). JS Bordj Menaïel	12	11
→). NRB B. Ouelbane	12	11
13). AS Khroub	9	11
14). MSP Batna	8	11
→). IBK El Khechna	8	11
16). HB Chelghoum L.	5	11

APS

CAN 2026 DAMES (PRÉPARATION) ALGÉRIE Deux matchs amicaux face Kenya au programme des Vertes en novembre

La sélection nationale féminine disputera deux matchs amicaux contre son homologue kenyane les 26 et 30 novembre, en prévision de la Coupe d'Afrique des Nations 2026, a indiqué samedi la Fédération algérienne de football (FAF). La première rencontre aura lieu le 26 novembre à 17h00, et la deuxième le 30 novembre à 15h00. Les deux matchs se dérouleront au stade Mustapha Tchaker de Blida, précise la FAF sur son site officiel. En vue de ces deux rencontres amicales de préparation, les joueuses de Farid Benstiti effectueront un stage de préparation du 24 novembre au 2 décembre 2025 au Centre technique national de Sidi Moussa, ajoute la même source. L'équipe nationale féminine de football, avait validé son ticket pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2026, après sa victoire en aller et retour face au Cameroun (2-1) à Oran et 1-0 à Douala en octobre dernier. Pour rappel, les Algériennes ont atteint le 2^e et dernier tour qualificatif, en dominant en février dernier le Soudan du Sud, dans les deux manches : aller : 5-0, retour : 3-0. L'Algérie se qualifie ainsi pour la 7^e fois de son histoire à la phase finale de la CAN, et la deuxième fois de rang, après celle de 2024, qui a vu les joueuses du coach national, Farid Benstiti, réaliser une per-



formance historique, en atteignant les quarts de finale, avant de s'incliner devant le Ghana (0-0, aux t.a.b : 2-4). La phase finale de la CAN-2026 se déroulera du 17 mars au 3 avril prochain.

COUPE ARABE FIFA-2025 Bougherra retient 23 joueurs pour le rendez-vous de Doha

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football A', Madjid Bougherra a retenu 23 joueurs en prévision de la Coupe arabe FIFA Qatar-2025, prévue du 1er au 18 décembre à Doha (Qatar), a annoncé la Fédération algérienne (FAF), dimanche sur son site officiel.

La liste est marquée par la convocation du milieu offensif Yacine Brahimi (Al-Gharafa SC/ Qatar), lui qui n'a pas été appelé en équipe nationale A' depuis la dernière édition organisée à Doha en 2021, ainsi que des deux attaquants Yacine Benzia (Al-Fayha/Arabie Saoudite) et Adam Ounas (Al-Sailiya/Qatar), qui faisaient partie de l'équipe nationale A.

Par ailleurs, des éléments comme Abderrahmane Meziane, Mohamed-Amine Madani, Ryad Boudebouz et Aymen Mahious, n'ont pas été convoqués pour la Coupe Arabe FIFA Qatar-2025, eux qui étaient pré-

sents lors du CHAN-2024 (décalé à 2025) au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda. Lors de son dernier stage au Caire, l'équipe nationale A' a disputé deux matchs amicaux face à son homologue égyptienne, avec, au bout, une défaite (3-2) et un nul (0-0).

Au Qatar, les "Verts", tenants du trophée, joueront dans le groupe D aux côtés de l'Irak, ainsi que des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan, prévus mercredi prochain. Les deux premiers de chaque groupe se qualifieront pour les quarts de finale.



Liste des joueurs convoqués :

Gardiens : Yuba Rayane Yesli (FC Wanderes/ Canada), Mohamed Hadid (JS Kabylie), Farid Chaal (CR Belouizdad)

Défenseurs : Ayoub Ghezala (MC Alger), Achraf Abada (ASO Chlef), Naoufel Khacef (CR Belouizdad), Mohamed Réda Helaimia (MC Alger), Mohamed Azzi (Makhatchkala/Russie), Abdelkader Bedrane (Damac FC/ Arabie saoudite), Reda Benchaa (JS Kabylie), Houari Baouche (CS Constantine).

Milieux de terrain : Houssein-Eddine Mrezigue (Makhatchkala/Russie), Zakaria Draoui (USM Alger), Sofiane Bendebka (Al Fateh/ Arabie saoudite), Victor Lekhal (Al Qadsia SC/Koweït).

Attaquants : Adil Boulbina (Al Duhail/Qatar), Amir Sayoud (Hazem/Arabie saoudite), Islam Slimani (CFR Cluj/ Roumanie), Yacine Brahimi (Al-Gharafa/Qatar), Yassine Benzia (Al-Fayha/Arabie Saoudite), Rafik Guitane (Estoril/Portugal), Redouane Berkane (Al Wakra/Qatar), Adam Ounas (Al-Sailiya/Qatar).

LIGUE DES CHAMPIONS DE LA CAF Les résultats de la 1^{re} journée

Résultats complets à l'issue des matchs de la première journée de la phase de groupes de la Ligue des champions de la CAF 2025-26, disputés vendredi et samedi et samedi.

Vendredi :

Al-Hilal Omdurman (SUD) - MC Alger (ALG) 2-1

Samedi :

Mamelodi Sundowns (RSA) - St Eloi Lupopo (RDC) 3-1

Jeunes Africains (TAN) - AS FAR Rabat (MAR) 1-0

Al Ahly (EGY) - JS Kabylie (ALG) 4-1

Espérance Tunis (TUN) - Stade Malien (MLI) 0-0

RS Berkane (MAR) - Power Dynamos (ZAM) 3-0

Pyramids (EGY) - Rivers United (NGA) 3-0

Dimanche 23 novembre

Simba (TAN) - Petro Atlético (ANG) 0-1

NDLR : les deux premiers de chaque groupe à l'issue de la phase de poules, se qualifient pour les quarts de finale.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE Le point du Groupe B après a première journée

Le point du groupe B après la 1^{re} journée (Gr.B) de la phase de groupes de la Ligue des champions d'Afrique de football, s'est disputé samedi :

Jeunes Africains (TAN) - AS FAR (MAR) 1-0

Al-Ahly (EGY) - JS Kabylie (ALG) 4-1.

Classement

1. Al-Ahly 3 1 +3

2. Jeunes Africains 3 1 +1

3. POUR LOIN 0 1 -1

4. JS Kabylie 0 1 -3

Reste à jouer : 2^e journée (28, 29, 30 novembre) :

JS Kabylie - Young Africans

AS FAR - Al-Ahly SC

3^e journée (23, 24, 25 janvier 2026) :

JS Kabylie - AS FAR

Al-Ahly SC - Young Africans

4^e journée (30, 31 janvier, 1^{er} février 2026) :

AS FAR - JS Kabylie

Young Africans - Al-Ahly SC

5^e journée (6, 7, 8 février 2026) :

JS Kabylie - Al-Ahly

SC AS FAR - Young Africans

6^e et dernière journée (13, 14, 15 février 2026) :

Young Africans - JS Kabylie

Al-Ahly SC - AS FAR

NB : les deux premiers de chaque groupe se qualifient pour les quarts de finale.

COUPE DE LA CAF CRB 2 - 0 Singida Black Stars : le Chabab trace la voie

Par F. Yanis

Pour le compte de la première journée de la phase de groupes de la Coupe de la Confédération africaine, le CR Belouizdad s'est imposé devant la formation tanzanienne de Singida Black Stars sur le score de 2-0, en match disputé samedi soir au stade Nelson-Mandela de Baraki.

Le CR Belouizdad accueillait samedi soir la formation tanzanienne de Singida Black Stars pour le compte de la première journée de la phase de poules de la Coupe de la CAF.

Sans surprise, le Chabab s'est tranquillement imposé sur le score de deux buts à zéro et réussit ses débuts dans la compétition.

Une rencontre qu'il fallait absolument gagner. Ramovic a innové en effectuant beaucoup de changements afin de se donner les moyens de l'emporter.

Dès le début du match, le Chabab a montré qu'il allait presser son adversaire et qu'il voulait marquer au plus vite.

D'ailleurs, les choses ne vont pas tarder à évoluer.

On joue la 5^e minute : Cekici sert Benayada sur le côté droit de l'attaque et ce dernier centre directement dans la surface.



Belhocini est à la réception et, d'une jolie talonnade, marque le premier but de la partie.

Le match est lancé et le Chabab va continuer à jouer pour essayer de marquer d'autres buts au cours de ce premier quart d'heure.

À la 14^e minute, Cekici récupère le cuir et lance immédiatement Benguit, qui se retrouve seul face au portier adverse et ajoute le second but.

Le match était déjà plié et le CRB a alors décidé de gérer son avance.

L'adversaire n'a absolument rien montré de convaincant au cours de cette première période, qui se termine sur ce score de deux buts à zéro.

Pour la reprise de la compétition officielle, le Chabab retrouvait la Coupe de la CAF avec la

programmation de la première journée de la phase de poules et la réception du club tanzanien de Singida Black Stars.

Il ne fallait donc pas se lasser et faire tout ce qu'il fallait pour aller chercher les trois points de la victoire.

C'est chose faite, et avec autorité, puisque le CRB a réussi à gagner son match sans trop forcer son talent.

Un succès très important pour les Rouge et Blanc, qui ont assuré un excellent départ dans cette phase de poules et s'installent d'ores et déjà comme un favori en puissance pour la qualification aux quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine.

Les Rouge et Blanc ont fait le job en parvenant à disposer de cette équipe

tanzanienne qui n'a pas montré grand-chose au cours de ce match et qui n'a inquiété Chaâl qu'à une seule occasion, avec cette tentative de Muaku qui a trouvé le poteau.

Il faut dire que le CRB a débuté la rencontre tambour battant.

Les Belouizdadis sont parvenus à ouvrir le score après cinq petites minutes avec ce très beau but de Belhocini.

Puis, c'est le capitaine Raouf Benguit qui parvient à doubler la mise pour son équipe au quart d'heure de jeu.

Le Chabab a réussi quelque chose qu'il n'avait pas su faire depuis le début de saison : tuer le match rapidement.

C'est ce qui lui a permis d'évoluer plus à l'aise et sans trop de pression, puisque l'adversaire n'est que rarement arrivé devant la cage de Chaâl.

Le CRB aurait pu marquer davantage au cours de la seconde période, mais le score n'a pas évolué.

C'est donc avec ce résultat de deux buts à zéro que le Chabab parvient à empocher ses trois premiers points dans cette compétition et confirme, par la même occasion, ses ambitions dans cette édition de la Coupe de la CAF.

Une victoire qui va lui donner beaucoup de confiance pour la suite du parcours.



REAL MADRID

VINICIUS
VERS UNE
PROLONGATION

Le Real Madrid avance vers une prolongation de Vinicius Junior (25 ans, 16 matchs et 5 buts toutes compétitions cette saison), les discussions ayant repris de manière constructive ces derniers jours. Le club espagnol souhaite verrouiller l'avenir de son ailier, considéré comme un élément clé du projet, et un accord serait désormais proche après plusieurs mois d'échanges. D'après AS, cette relance intervient après une mise au point entre Xabi Alonso et le joueur, consécutive à une période de tension apparue lors du dernier Clasico. Cette conversation aurait permis d'apaiser la situation et d'aligner toutes les parties en vue d'un nouveau contrat qui devrait courir jusqu'en juin 2030.

BARCELONE
LA PROMESSE DE
LAPORTA À FLICK

Après le retour gagnant au Camp Nou contre Bilbao (4-0) samedi, le président du FC Barcelone Joan Laporta a rassuré Hansi Flick. L'entraîneur blaugrana a reçu la garantie de rester en poste au moins jusqu'à la fin de la rénovation du stade en 2027. "Hansi m'a dit : 'président, je veux voir le stade terminé', a relayé le dirigeant sur DAZN. Je lui ai répondu : 'sois tranquille, tu le verras, tu es bien installé ici, coach'. Flick est sous contrat jusqu'en 2027 et nous sommes très contents de lui. Si vous regardez les entraînements, sa manière de travailler, de traiter les joueurs expérimentés et surtout les jeunes... C'est un grand professionnel et il a un grand staff qui nous donne une sensation de sécurité, et qui fait les choses très bien grâce à Hansi qui les dirige tous de manière magistrale." Une belle marque de confiance.

BOCA
UN INTÉRÊT POUR
VERRATTI

Quelques mois après sa signature à Al-Duhail cet été, Marco Verratti (33 ans) est déjà annoncé sur le départ. Le milieu de terrain pense à quitter le Qatar, affirme le média Doble Amarilla, qui révèle un intérêt de Boca Juniors. Par l'intermédiaire de son président Juan Roman Riquelme, le club argentin aurait déjà contacté l'Italien pour tenter de le convaincre. Le dirigeant possède trois arguments au sein de son effectif où figurent Ander Herrera, Leandro Paredes et Edinson Cavani, trois anciens coéquipiers de Verratti au Paris Saint-Germain.

MONACO

POGBA REMERCIE LE
PUBLIC

De retour à la compétition après 811 jours d'absence, ce samedi à Rennes (1-4) en Ligue 1, le milieu de terrain de Monaco Paul Pogba (32 ans, 1 apparition en L1 cette saison) a été accueilli avec une chaleureuse ovation du public breton. Ce qui a particulièrement ému le champion du monde 2018. "L'accueil du public m'a vraiment touché. Voir ce public se lever et applaudir, je n'imaginais pas ça. Merci à tous les fans qui m'ont supporté. Je voulais apporter une bonne énergie, ça faisait si longtemps. Je suis soulagé d'avoir repris le football, ce que j'aime le plus au monde. Mais il y a encore du boulot pour revenir en pleine forme et maintenant pouvoir jouer 90 minutes", a confié l'ancien Turinois en zone mixte. Entré à la 85e minute, Pogba a pu jouer dix minutes, temps additionnel inclus. Et avec sa présence sur le terrain, Monaco a réduit l'écart en toute fin de rencontre.

BAYERN
FREUND
ÉVOQUE
L'AVENIR
DE NEUER

En marge de la réception de Fribourg ce samedi en Bundesliga, le directeur sportif du Bayern Munich Christoph Freund s'est exprimé sur l'avenir de Manuel Neuer (39 ans, 9 matchs en Bundesliga cette saison). Le dirigeant bavarois est resté flou sur l'avenir de son gardien, dont le contrat court jusqu'en juin 2026.

"Nous ne subissons aucune pression. Manu non plus. Il a lui-même déclaré qu'il était important pour lui d'être en pleine forme. C'est le cas, et il est dans une forme exceptionnelle. Il réalise une saison remarquable. Il est essentiel qu'il se sente parfaitement bien. Nous verrons ce que l'avenir nous réserve", a déclaré Freund à Sky Sport Allemagne. D'après le média allemand, les deux parties ont rendez-vous fin décembre pour commencer à discuter d'une éventuelle prolongation.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL
DK NEWSDirecteur général
Benzine Lamine

Gérant

Fayçal Laouar

Directeur de rédaction et publication
Dif Abdelhamid

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 »

FAX : 028.05.31.61 EMAIL : contact@dknews.dz

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 028.05.33.32 FAX : 028.05.31.61 /

E-MAIL : contact@dknews.dz - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 / FAX : 020.05.11.48 - 020.05.13.45 - 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz - agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz - agence.ouargla@anep.com.dz - agence.constantine@anep.com.dz

AHMED ATTAF AU CŒUR DES ENJEUX MONDIAUX L'Algérie défend au G20 une vision renouvelée du multilatéralisme, de la transition énergétique et de la justice internationale

Dans un contexte international marqué par une succession de crises profondes « énergétiques, géopolitiques, climatiques et humanitaires » l'Algérie s'est présentée au Sommet du G20 à Johannesburg avec une voix claire, structurée et résolument tournée vers l'équité internationale.

Représentant le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Sifi Ghrieb a porté un message solennel qui place l'Algérie au centre des débats stratégiques mondiaux, tout en réaffirmant les principes cardinaux de la diplomatie algérienne défendue avec constance par le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf : souveraineté, solidarité, justice climatique et coopération gagnant-gagnant. L'allocution algérienne, longuement applaudie, s'est inscrite dans une dynamique institutionnelle qui fait de l'Algérie un acteur crédible et incontournable dans les discussions sur la transition énergétique, la réforme des institutions financières internationales, la sécurité alimentaire et la gestion des crises globales. Le sommet a également été l'occasion pour Alger de réaffirmer son engagement indéfectible envers la cause palestinienne et d'appeler la communauté internationale à assumer pleinement ses responsabilités face aux tragédies humanitaires dans la bande de Gaza.

Dans un cadre multilatéral où les pays du Sud réclament davantage de représentativité, de justice financière et d'accès équitable aux technologies, l'Algérie a présenté une vision ambitieuse, cohérente et porteuse d'un horizon stratégique pour un partenariat renouvelé entre le G20 et l'Afrique. La transition énergétique mondiale, au cœur des préoccupations internationales, a constitué l'un des axes majeurs du discours algérien.

Le président Tebboune, par la voix de son Premier ministre, a insisté sur l'importance cruciale d'une mobilisation financière internationale capable de répondre aux défis des pays en développement, lesquels supportent encore le poids de règles économiques déséquilibrées héritées des décennies précédentes.

L'Algérie a plaidé pour une révision profonde de la manière dont les financements climatiques sont alloués, dénonçant le décalage persistant entre les engagements annoncés et les fonds réellement débloqués.

Pour l'Algérie, la transition énergétique ne peut être un luxe réservé aux nations les plus avancées : elle doit devenir un droit, soutenu par un accompagnement technologique, un transfert de compétences et des mécanismes durables de soutien financier.

Dans cette perspective, l'Algérie a mis en avant son propre modèle, fondé sur une montée en puissance rapide des énergies renouvelables, une modernisation des infrastructures, et une stratégie énergétique qui vise à dépasser les 30.000 MW dans les prochaines années.

Le pays, déjà exportateur d'électricité excédentaire, a réaffirmé sa disponibilité totale à soutenir et accompagner les États africains dans la mise en place de plateformes énergétiques décarbonées. Cette dynamique s'inscrit pleinement dans la vision défendue depuis plusieurs années par le ministre Ahmed Attaf, qui considère la coopération Sud-Sud comme un levier essentiel du rééquilibrage mondial.

La question climatique a été abordée sous un angle institutionnel précis : celui des risques grandissants auxquels les pays en développement sont confrontés.

L'Algérie a rappelé, avec gravité,



qu'elle est particulièrement exposée à une succession de phénomènes climatiques extrêmes « incendies, sécheresses, inondations, séismes, tensions hydriques » qui constituent autant de menaces pour sa stabilité sociale, économique et environnementale.

Pour faire face à ces risques, Alger a déployé un dispositif institutionnel complet : renforcement des Fonds de garantie et de solidarité ; modernisation de la protection civile ; arsenal législatif dédié à la réponse aux catastrophes ; systèmes d'alerte précoce modernisés ; investissements conséquents dans la prévention et la résilience.

Mais l'Algérie ne souhaite pas agir seule : elle plaide pour une approche continentale intégrée. Elle propose la création d'un mécanisme africain de prévention et de gestion des risques majeurs, incluant une force civile opérationnelle capable d'intervenir rapidement sur les théâtres de catastrophes naturelles. Parallèlement, Alger accélère la mise en service du Centre arabe de prévention des risques sismiques, une institution stratégique relevant de la Ligue arabe, destinée à devenir un pôle de référence en matière d'expertise scientifique et technique. La sécurité alimentaire, enjeu géopolitique majeur du XXI^e siècle, a été longuement développée dans l'intervention algérienne. Dans un contexte de tensions sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, d'épuisement des ressources et d'instabilité des marchés, l'Algérie a présenté son modèle agricole en voie de transformation profonde.

Les investissements massifs dans le Sud, les partenariats public-privé structurants, la modernisation des techniques d'irrigation et la réorganisation des filières stratégiques ont placé le pays sur une trajectoire ascendante en matière d'autosuffisance.

C'est dans ce cadre que l'Algérie a appelé les pays du G20 à renforcer leur coopération stratégique avec l'Afrique. Une coopération fondée sur : le transfert de technologie ; le développement d'une agriculture moderne ; la lutte contre la faim ; la sécurisation des filières alimentaires ; la réduction des vulnérabilités structurelles. Pour Alger, la ZLECAf constitue un cadre naturel pour un partenariat équilibré, capable de générer de la valeur, de l'emploi et de l'innovation sur l'ensemble du continent africain. La dimension diplomatique et humanitaire du discours algérien a atteint son apogée lorsqu'il a été question de la situation dramatique à Gaza. L'Algérie a dénoncé avec fer-

meté les massacres, la destruction systématique des infrastructures et les privations imposées au peuple palestinien, qualifiant ces événements de « génocide méthodique ».

Le président Tebboune a rappelé que l'Algérie, fidèle à ses principes fondateurs et à sa tradition diplomatique, continuera d'œuvrer sans relâche pour la protection du peuple palestinien et pour l'établissement d'un cessez-le-feu durable. Dans cette optique, il a salué les initiatives menées par le Secrétaire général de l'ONU, ainsi que les efforts conjoints du président américain Donald Trump, de l'Émir du Qatar, du président égyptien et du président turc, visant à ouvrir la voie à une solution politique viable.

Le Premier ministre Ghrieb a également appelé le G20 à lancer un effort international structuré pour la reconstruction immédiate de Gaza, insistant sur le fait que l'Algérie sera partie prenante, autant sur le plan matériel que diplomatique.

Le communiqué final du G20 a confirmé plusieurs orientations qui rejoignent les principales revendications de l'Algérie : la réforme des institutions financières internationales ; l'amélioration du cadre commun de traitement de la dette ; la création d'instruments innovants de financement (dont les swaps dette-développement) ; l'augmentation des capitaux pour le FMI et la Banque mondiale ; la consolidation des investissements dans les secteurs sociaux et énergétiques ; la modernisation des chaînes logistiques internationales ; la promotion des minerais critiques comme leviers de transition énergétique.

Ces engagements constituent, selon l'Algérie, un pas important, mais insuffisant : Alger estime que les pays africains doivent être mieux représentés, mieux financés, mieux accompagnés, et que les promesses formulées chaque année doivent se traduire en engagements concrets. Avec une intervention structurée, ferme et visionnaire, l'Algérie a confirmé son statut d'acteur diplomatique pivot et de voix forte du Sud global.

La présence d'Ahmed Attaf dans la coordination diplomatique de cet événement a renforcé la cohérence de la position algérienne, marquée par une vision claire : défendre un multilatéralisme renouvelé, promouvoir une transition énergétique juste, consolider la coopération africaine, et exiger une justice internationale qui ne laisse aucun peuple, aucune région, aucun continent au bord du chemin.

R.I.

RÉVISION ÉLECTORALE 2025 ANIE : Une étape clé vers un cadre juridique modernisé et une gouvernance plus transparente

La révision annuelle des listes électorales pour l'année 2025 s'est officiellement achevée et les listes actualisées seront affichées dès ce dimanche à travers l'ensemble du territoire national ainsi qu'au niveau des représentations diplomatiques.

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) confirme la fin des opérations de mise à jour, lesquelles ont permis d'intégrer les nouveaux inscrits, d'enregistrer les radiations nécessaires et de corriger ou compléter les données personnelles de nombreux électeurs.

Cette opération constitue un moment essentiel dans le cycle électoral, car elle garantit l'exactitude, la transparence et la crédibilité des fichiers électoraux.

L'ANIE rappelle que tout citoyen conserve le droit de contester une inscription jugée indue, de signaler une omission ou de déposer un recours dans sa propre circonscription.

Ces recours peuvent être introduits auprès des commissions communales ou, pour les ressortissants établis à l'étranger, auprès des commissions installées dans les consulats.

La période dédiée à cette révision s'étend jusqu'au 3 décembre, tandis que les recours judiciaires peuvent être enregistrés jusqu'au 14 décembre et seront tranchés avant le 19 du même mois.

Mais au-delà de cette mise à jour administrative, un autre débat agite le paysage politique : quelles seront les prérogatives exactes du ministère de l'Intérieur dans l'organisation du prochain scrutin ? Le gouvernement prépare en effet des amendements à la loi électorale et à la loi organique encadrant l'ANIE afin d'adapter le cadre juridique à l'évolution du système électoral et clarifier les responsabilités respectives des institutions.

Le ministère de l'Intérieur souligne régulièrement que son rôle est strictement administratif et que dès la convocation du corps électoral, toutes les prérogatives liées au déroulement du scrutin reviennent à l'ANIE.

Les futurs textes devraient renforcer cette articulation et dispenser toute ambiguïté.

Pour de nombreux spécialistes, cette dynamique s'inscrit dans un mouvement global de réformes politiques visant à renforcer l'État de droit et à consolider la gouvernance démocratique.

Selon le politologue et constitutionnaliste Moussa Boudhane, ces réformes traduisent une volonté d'approfondir le pluralisme et de moderniser les pratiques politiques.

Il souligne notamment l'importance de la séparation des pouvoirs, rappelant que le juge demeure le garant ultime du respect de la loi.

En cas de litige ou d'irrégularité, c'est vers lui que se tourne la résolution des conflits, conformément aux textes régissant la vie politique et électorale.

Les principales formations représentées au Parlement « FLN, RND, El Bina et El Moustakbal » ont déjà soumis une série de propositions visant à renforcer l'intégrité du processus électoral.

Parmi elles figure la mise en place de mécanismes plus stricts pour vérifier les activités suspectes ou les risques de corruption entourant certains candidats.

Une clarification plus nette de la limite des mandats au sein des partis politiques est également recommandée.

Pour Boudhane, il s'agit d'un principe logique : de même que le président de la République ne peut exercer plus de deux mandats, les dirigeants de partis devraient être soumis à des règles similaires afin de favoriser le renouvellement et l'ouverture du champ politique à la jeunesse.

Le financement des partis constitue un autre enjeu majeur. Actuellement, les subventions publiques reposent essentiellement sur les performances électorales, mais plusieurs voix s'élèvent pour renforcer les règles de transparence et éviter les dérives.

Des mécanismes plus rigoureux pourraient être introduits afin de mieux encadrer l'utilisation des ressources financières.

Selon le politologue, ces réformes visent un objectif fondamental : inscrire durablement l'alternance pacifique et démocratique du pouvoir dans la réalité quotidienne du citoyen.

Elles s'adressent autant au niveau national qu'aux assemblées locales, notamment les APC où les enjeux de gouvernance sont particulièrement visibles pour les populations.

L'ambition est de mettre en place un cadre institutionnel stable, juste et efficace, capable d'élever le niveau de gouvernance et de renforcer la confiance entre l'État et les citoyens.

Dans un contexte où la classe politique semble majoritairement mobilisée autour de ces objectifs, la révision des listes électorales 2025 apparaît comme la première étape d'un processus plus large de modernisation du système électoral algérien.

Elle s'inscrit dans une dynamique de réformes profondes, destinées à adapter les institutions aux attentes contemporaines et à assurer une participation citoyenne mieux encadrée, plus transparente et pleinement sécurisée.

Une gouvernance électorale modernisée constitue l'un des fondements d'une démocratie solide et l'Algérie affiche la volonté d'y parvenir par un travail rigoureux, continu et partagé.

R.N